



HAL
open science

” Mutations géopolitiques et radicalité politique en Roumanie dans le contexte centre-européen au XXe siècle ”

Traian Sandu

► **To cite this version:**

Traian Sandu. ” Mutations géopolitiques et radicalité politique en Roumanie dans le contexte centre-européen au XXe siècle ”. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2010. tel-00690048

HAL Id: tel-00690048

<https://theses.hal.science/tel-00690048>

Submitted on 24 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Traian SANDU

Rapport de synthèse

Pour une habilitation à diriger des recherches

« Mutations géopolitiques et radicalité politique en Roumanie
dans le contexte centre-européen au XX^e siècle »

Soutenue le 27 novembre 2010 devant le jury composé de :

Mme Catherine DURANDIN, professeur à l'INALCO	présidente du jury, rapporteur
Mme Catherine HOREL, directrice de recherche au CNRS	directrice de la recherche
M Roger GRIFFIN, professeur à Oxford	examineur
M Francesco GUIDA, professeur à Rome III	rapporteur
M Didier MUSIEDLAK, professeur à Paris X	rapporteur

Université de Paris I Sorbonne
Septembre 2010

Sommaire

Introduction	5
I - Les recherches doctorales sur les relations franco-roumaines de sécurité et leur environnement	6
A/ La thèse : La France, la Roumanie et la sécurité en Europe de 1919 à 1933	6
B/ Activité para-doctorale : participation à la publication des Documents diplomatiques français, articles et charges d'enseignement	15
II – La recherche après la thèse : majeure fasciste, mineure relations internationales, encadrement d'une équipe de jeunes chercheurs	17
A/ Une nouvelle recherche sur le fascisme roumain	17
1/ Avant la découverte des théories anglophones du fascisme générique (2000-2008)	18
a/ Définition de la Légion comme mouvement fasciste « euro-synchrone », donc révolutionnaire et populiste (2000-2004)	18
b/ Usage de la définition d'Emilio Gentile dans le cas du légionarisme comme « religion politique » (2004-2008).....	26
2/ Après la découverte des théories du « new consensus » sur le fascisme.....	31
3/ Un nouvel ouvrage en état de publication	38
B/ La poursuite des publications en relations internationales du premier XXe siècle	43
III – Enseignement et participation à la vie d'un centre.....	45
A/ Participation à la gestion d'un centre de recherche pluridisciplinaire.....	45
1/ Le programme « centre-périphérie »	45
2/ Le projet de recherche du CIEH&CIEFi et les activités d'intégration afférentes	48
3/ Quelques coopérations pluridisciplinaires concrètes.....	49
B/ Coordination de jeunes chercheurs en construction européenne	51
C/ Un enseignement en prise avec la recherche	53
Conclusion : des projets de recherche couvrant l'ensemble du XXe siècle,	57
au croisement des relations internationales et des totalitarismes	57
Programme I.1 Spécification d'un fascisme est-européen : dynamique autochtone euro-synchrone dans un contexte retardé (dominante histoire, sciences politiques).....	57

Programme I.2_Relations internationales est-ouest	58
Programme 1.3_L'Europe centrale entre dynamiques occidentales, réalités locales et mondialisation après 1989	59

Introduction

Si les sujets de mes recherches depuis la soutenance de ma maîtrise en juin 1990 portent sur l'espace roumain, leurs champs respectifs – relations internationales pour la maîtrise et pour la thèse, fascisme pour l'habilitation – s'inscrivent naturellement dans un contexte européen auquel la Roumanie est pleinement intégrée. Ma spécialité initiale sur la première moitié du XX^e siècle a été complétée depuis une dizaine d'années par l'encadrement d'une équipe de jeunes chercheurs travaillant sur l'après-1989, ce qui m'a amené à m'intéresser de près aux derniers élargissements de l'Union européenne et à sa politique de voisinage à l'est. Un cours magistral sur la guerre froide en 2011 et une biographie de Nicolae Ceaușescu prévue pour 2013 me permettront de compléter mes activités de recherche et d'enseignement sur l'ensemble du XX^e siècle.

Le cœur de ma recherche a privilégié jusqu'ici la continuité entre les deux périodes des années 1920 et 1930. Il répond à un souci de cohérence et de vision complète sur une époque, d'évaluation des relations entre scène politique intérieure et choix internationaux et d'évolution d'un nationalisme des années vingt combinant centralisme jacobin et herdérisme culturel des anciennes élites à un ultranationalisme radical de la jeune génération annonciatrice d'une nouvelle civilisation à la fois autochtone et d'autant plus brutalement moderne qu'elle doit révolutionner un espace encore arriéré. Paradoxalement, l'intégration utile dans le système d'alliance français et le triomphe d'un mouvement fasciste dynamique et puissant se heurtent aux mêmes freins structurels : un début de modernisation socioéconomique et idéologique suffisante pour assurer l'indépendance et l'expansion nationales à l'ombre des puissances européennes, mais incapable d'y tenir le rôle espéré par la puissance de tutelle ou de permettre aux jeunes élites radicales de subvertir les cadres traditionnels de l'État – administration, Église et armée. La convergence de mes deux angles d'attaque de la période trouve son épilogue dans un article récent sur la Roumanie dans la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'un petit pays démantelé par les puissances fascistes dut aussi renoncer avec l'approbation de Hitler à la composante révolutionnaire-fasciste de son gouvernement afin de mieux servir l'Axe dans la guerre à l'est.

Ces travaux se poursuivront avec une biographie de Ceaușescu commandée par les éditions Perrin pour 2013, ce qui me permettra d'ouvrir de nouveaux champs de recherche avec la guerre froide et le communisme. Je couvrirai ainsi l'ensemble du court XX^e siècle

dans la discipline historique et de la construction européenne après 1989. Ces recherches ont été développées parallèlement à quinze années d'enseignement dans le supérieur à tous les niveaux, sur des thématiques (centre-)européennes et de relations internationales parfois en symbiose rapprochée avec les thèmes de mes recherches. La valorisation de la recherche est passée par l'organisation ou la co-organisation de quatre colloques internationaux et de quatre colloques de jeunes chercheurs en histoire contemporaine et en sciences politiques à Paris III.

I - Les recherches doctorales sur les relations franco-roumaines de sécurité et leur environnement

A/ La thèse : La France, la Roumanie et la sécurité en Europe de 1919 à 1933

Avant même la thèse, mon mémoire de maîtrise sur les relations de sécurité franco-roumaines entre 1918 et 1924 soutenu à Paris IV en juin 1990, puis mon mémoire de DEA sur la même problématique étendue à la période 1919-1936 et soutenu en 1992, furent effectués sous la direction de Jacques Bariéty. Ils posèrent les premiers jalons de ma recherche des dix années suivantes et des interrogations sur la responsabilité de l'échec du système de sécurité français de l'entre-deux-guerres considéré dès sa création dans les années vingt. Je parlais d'un état de la recherche française à la fois assez modeste en la matière et surtout d'une approche surdéterminée par les reculades des puissances occidentales à Munich et lors de la drôle de guerre. Il était donc difficile, pour des raisons davantage idéologiques que scientifiques, de détecter les faiblesses structurelles et les responsabilités partagées du système de sécurité français dans un contexte scientifique qui protégeait les petits alliés d'Europe centre-orientale et rejetait la faute sur les politiques du Quai d'Orsay¹. De leur côté, les historiographies centre-européennes et particulièrement l'historiographie roumaine, marquée à l'époque par le double poids du marxisme et du nationalisme, confortaient cette approche qui dessaisissait les petits et moyens alliés de leurs responsabilités dans la direction prise par la relation avec la puissance française. En effet, la tactique de l'historiographie roumaine à l'égard des puissances, et notamment de la France, revenait à attribuer à la Roumanie une politique constante durant tout l'entre-deux-guerres, la conséquence logique étant que les changements de politique relevaient du seul fait du partenaire. Pour schématiser

¹ Voir par exemple Georges-Henri Soutou, « L'alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s'en débarrasser ? », Actes du colloque de Garmisch-Partenkirchen de septembre 1980 : *La Pologne dans les relations franco-allemandes, vue de Paris, Berlin et Varsovie, 1925-1932*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, n°2-3-4, 1981.

cette attitude, disons que lorsque la diplomatie française s'efforce d'entraîner la Roumanie dans la défense du traité de Versailles à travers l'appui aux Russes blancs en 1919 ou à l'occupation de la Ruhr en 1923, l'historiographie roumaine la traitait d'« impérialiste » et de « belliciste » et applaudissait au non-engagement roumain à ses côtés au nom de la solidarité avec la Russie bolchevique ou avec l'Allemagne agressée ; mais lorsque la France se désintéressait des traités de Trianon, de Saint-Germain, de Neuilly ou du Pacte de la SDN pour se consacrer à la seule sécurité sur le Rhin en se rapprochant de l'Allemagne à Locarno, alors elle était qualifiée de « pacifiste » et, par anticipation, de « munichoise ».

Face à cette convergence historiographique à laquelle je ne pouvais qu'adhérer avant d'entamer ma recherche, les premiers mois de travail ont abouti à un véritable retournement de perspective grâce principalement à trois leviers. Le premier a été l'élargissement de mes lectures de l'historiographie critique de l'Europe centrale, de la Roumanie et des relations franco-roumaines notamment à travers les ouvrages de Catherine Durandin, qui abordaient ces matières en déconstruisant le mythe d'une Roumanie indéfectiblement liée à la France, mais en démontrant documents à la main tout ce que l'influence française en Roumanie charriait d'héritage quasi-colonial, de rêves de domination et de représentations péjoratives². Le livre du Polono-Américain Piotr Wandycz, *France and her Eastern allies (1919-1925). French-czechoslovak-polish relations from the Paris Peace Conference to Locarno*³, qui décrivait déjà la circonspection relative des petits alliés à l'égard du système de sécurité français issu de l'occupation de la Ruhr, date de 1962, ce qui ne semblait pas émouvoir beaucoup l'historiographie française.

Le deuxième levier se rapporte à mon insertion dans le renouvellement de l'histoire de la politique extérieure de la France entre les deux guerres par Jacques Bariéty et certains des étudiants de Jean-Baptiste Duroselle. Ainsi, mon sujet de recherche était encadré par les travaux sur les deux espaces qui entourent l'Europe centrale, l'Allemagne et la Russie. La thèse de Jacques Bariéty⁴ démontra le ralliement progressif de Poincaré dès la fin de 1923 à une solution négociée en accord avec les Anglo-Américains de la question des réparations et de la sécurité, au détriment de la solution de force unilatérale en compagnie du petit allié belge – les alliés centre-européens, sollicités par Paris pour un soutien au moins diplomatique

² Catherine Durandin, « La Grande-Roumanie : l'échec du modèle national-libéral », dans *Les Conséquences des traités de paix*, Actes du Colloque de Strasbourg de 1984, Presses Universitaires de Strasbourg, 1987, pp.281-294.

³ Minneapolis, Minnesota, 1962.

⁴ Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 10 Novembre 1918 - 10 Janvier 1925, de l'Exécution à la Négociation*. Paris, Pédone 1977, 797p..

dans l'affaire de la Ruhr, ayant fait défaut. Il faut ajouter à l'œuvre de Jacques Bariéty la somme complémentaire sur Stresemann de Christian Baechler⁵, qui confirme la sincérité fondamentale de l'Allemand dans la politique de rapprochement avec les puissances occidentales et le mode mineur adopté dans la relation avec Moscou inaugurée à Rapallo : la conséquence logique était le moindre besoin des alliances centre-européennes pour la France. Ces travaux convergents constituent le premier volet qui encadra et guida fermement mes recherches sur l'espace centre-européen.

L'autre thèse intéressant cet espace intermédiaire fut celle d'Anne Hogenhuis-Seliverstoff sur *Les Relations franco-soviétiques, 1917-1924*⁶ : elle montra que non seulement Poincaré avait encouragé les premiers contacts avec les Soviétiques à la fin de 1923, mais que « après le traité de Rapallo, Herriot part[it] en éclaireur, avec l'aval de Poincaré », dans son voyage chez les Soviétiques pour aller y rééquilibrer les affaires de la France⁷. Après l'image du Poincaré « versaillais » intégriste, c'était l'image d'un Poincaré idéologue de droite et irrémédiablement hostile à la reconnaissance des Soviétiques qui volait en éclats. *Quid* alors de la dimension antisoviétique de l'alliance avec la Pologne et du projet d'alliance avec la Roumanie ?

Enfin, le troisième levier qui modifia ma vision des relations franco-centre-européennes fut la lecture des documents d'archive eux-mêmes. Elle me permit de compléter la mosaïque mise en place par mes aînés en fournissant une interprétation compatible de la politique centre-européenne de la France. À cet effet, j'ai consulté des sources françaises et des sources roumaines. Parmi les sources françaises, les archives diplomatiques sélectionnées aux Archives du ministère des Affaires étrangères français ont tenu la place la plus importante avec plus de 300 volumes : sur les règlements de l'après-guerre j'ai dépouillé la série A-Paix, avec des volumes pris dans les sous-séries Congrès de la Paix, Roumanie, France, Paix avec la Hongrie. Dans la série Recueil général des actes de la Conférence de la Paix, j'ai consulté la partie I (Actes du Conseil Suprême), la partie III (séances plénières de la Conférence et réunions des représentants des Puissances à intérêts particuliers ; dans la partie IV, j'ai étudié la Commission des Affaires roumaines et yougoslaves. Dans la série Z-Europe 1918-1940, sous-série « Roumanie », j'ai dépouillé 244 volumes. Des documents intéressant la relation

⁵ Christian Baechler, *Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, 928pp.

⁶ Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

⁷ Anne Hogenhuis-Seliverstoff, « La trace ténue d'une alliance ancienne. La France et la Russie, 1920-1922 », dans Jacques Bariéty, *La France à la recherche de sécurité, 1920-1922*, n° spécial de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°193, septembre 1999, pp.117-130 et résumé p.144.

franco-roumaine dans un contexte régional se trouvent également dans la sous-série Tchécoslovaquie (15 volumes, notamment sur la Petite Entente), la sous-série Hongrie (3 volumes), la sous-série Russie (14 volumes). Les archives militaires françaises du Service Historique de l'Armée de Terre de Vincennes recèlent 33 dossiers intéressant notre problématique régionale. Les archives diplomatiques roumaines ont été consultées aux Archives du ministère des Affaires étrangères (52 volumes) et à la Bibliothèque Nationale roumaine (13 dossiers).

Si la problématique générale des relations franco-centre-européennes entre les deux guerres est structurée par la question de la sécurité, la dimension socioculturelle des illusions générées au sein des opinions publiques roumaine – et plus largement centre-européenne – et française quant au lien indéfectible entre la puissance occidentale et cette région a aussi pesé sur les esprits et les discours. Je n'ai pas négligé cet aspect générateur d'espoirs, d'illusions persistantes⁸ et, inévitablement, de désillusions devant le retour brutal aux réalités géopolitiques.

Au sein de la définition bilatérale d'une politique de sécurité le rôle principal revient à la grande puissance, en raison de la globalité de ses intérêts et de l'envergure de ses moyens. Or la France, grande puissance continentale, était la plus intéressée au maintien du *statu quo post bellum* défini par les traités. Elle devint donc la référence pour les petits vainqueurs désireux de maintenir leurs acquis au moment même où elle cherchait des alliances de revers à l'est de l'Allemagne, alternatives à une Russie soviétique devenue hostile. Ses archives, nous l'avons vu, ont été en priorité examinées pour traiter la problématique.

La Roumanie avait beaucoup d'intérêts à défendre après 1918 : ils rayonnaient dans toute la zone de l'Europe centre-orientale et balkanique. Outre les privilèges des vainqueurs, elle devait affronter les irrédentismes hongrois à l'ouest, bulgare au sud et surtout les revendications orientales de la puissance soviétique. La France pouvait envisager une collaboration selon les deux modalités que permettait le système international de l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire les relations bilatérales classiques et la diplomatie multilatérale dans le cadre de la Société des Nations. La première modalité n'était envisageable que tant qu'à Varsovie on avait besoin de partager le fardeau de la défense antirusse avec la Roumanie, afin

⁸ Un des recueils que j'ai dirigés s'intitule *Illusions de puissance, puissance de l'illusion, l'Europe centrale dans les relations internationales entre les deux guerres : historiographies et histoire*, table ronde du 1^{er} avril 2004 organisée par le Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises de PARIS III, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2005, 292pp.

de tenir en échec l'Allemagne en compagnie de la France et de la Tchécoslovaquie. Le danger de ce type de coopération pour la France résidait dans le risque de se trouver entraînée dans des querelles locales à prolongement russe, dont les archives roumaines rendent abondamment compte. La seconde modalité était moins aléatoire, mais aussi moins contraignante. La collaboration à la Société des Nations pour préserver les avantages des vainqueurs et intervenir en cas d'agression, privait les relations franco-roumaines de leur spécificité géostratégique, mais créait une solidarité plus durable contre les vaincus, donc intéressa chacun des partenaires aux ennemis potentiels de l'autre. Cette dimension subit moins de variations au cours de la période, puisque les décisions importantes se prenaient à l'unanimité, ce qui équilibrait les relations entre la France et la Roumanie. La coopération à Genève ne représenta néanmoins pas une constante : l'organisation internationale pouvait envisager d'étoffer ses moyens d'intervention en vue de garantir la sécurité de chacun par tous – à l'exception des absents, États-Unis et Russie. La France tenta ainsi d'attirer la Grande-Bretagne à garantir à la fois le Rhin et les frontières centre-européennes, ce qui pouvait séduire Bucarest, qui doutait de la capacité de la France à assurer seule cette tâche, mais ce qui pouvait l'inquiéter aussi si Londres exigeait de limiter les efforts de sécurité à la partie occidentale de l'Europe.

Comment les grands aspects de cette problématique dont on a perçu les potentialités d'évolution se sont-ils inscrits dans la chronologie ?

La période qui débute avec la victoire alliée de novembre 1918 enregistre le retour délicat de la Roumanie parmi les Alliés, après un traité séparé avec les Centraux. À la fin de 1921, la France dut se résoudre à stabiliser sa politique centre-européenne de sécurité sur deux systèmes d'alliance mal coordonnés autour du pivot roumain : la Petite Entente, comprenant aussi la Yougoslavie, ne comportait qu'un seul élément antiallemand, la Tchécoslovaquie. Quant à l'alliance roumano-polonaise contre la Russie, elle devait défendre le flanc oriental du système français ; mais Varsovie et Prague étant en mauvais termes, l'aile marchante contre l'Allemagne manquait de cohérence, malgré le traité franco-polonais. La Roumanie pouvait-elle y remédier en rapprochant ses deux alliés et néanmoins adversaires de Prague et de Varsovie ?

La période du début de 1922 à la fin de 1928 correspondit à une dégradation croissante de la coopération de sécurité entre la France et la Roumanie dont le tournant fut les accords de Locarno. À la convergence des exclus à Rapallo ne répondit pas une convergence similaire des vainqueurs : Paris se gardait contre Berlin et Bucarest contre Moscou. Après les échecs de

Poincaré à signer rapidement un traité bilatéral avec la Roumanie et de Herriot à obtenir l'assentiment de Londres à la sécurité collective, Briand bloqua le projet de traité pendant le rapprochement franco-allemand qui aboutit à Locarno. Quel poids pouvait conserver un système centre-européen qui avait démontré son incapacité à soulager la France durant la crise de la Ruhr devant la garantie britannique sur le Rhin et la réconciliation avec l'Allemagne ? Le traité franco-roumain fut péniblement arraché par Bucarest en juin 1926 ; dès lors, la Roumanie, comme le reste des alliés d'Europe centrale, ne représenta plus pour la France qu'un espace à préserver contre les tentatives d'autres Puissances, comme l'Italie, à s'en approprier exclusivement les ressources.

Le réveil de l'intérêt français pour la Roumanie et pour l'Europe centrale vint avec les crises de 1929. Il s'agissait de soustraire un espace fragilisé et divisé à la tentation de se livrer au commerce d'une Allemagne en proie à une crise multiforme. Pour cela, le Quai d'Orsay imagina des systèmes d'ensemble, au sein desquels la Roumanie occupa une place de plus en plus précise à mesure que le danger allemand augmentait et que l'Union Soviétique, occupée par le bouleversement par la terreur de sa société, se montrait prête à garder une neutralité de plus en plus bienveillante à l'égard des puissances occidentales. Ce fut le sens du plan d'Union européenne de Briand, puis de la Fédération danubienne de Tardieu ; les deux se brisèrent sur le besoin roumain de commercer avec l'Allemagne. La voie fut dès lors ouverte aux pressions françaises pour un rapprochement roumano-soviétique : la manœuvre mit à mal la coopération franco-polono-roumaine. La France menaça alors la Petite Entente et l'Union Soviétique de se rallier au Pacte à Quatre révisionniste de Mussolini, soutenu par Londres, afin de circonvenir Hitler. Moscou et Bucarest finirent par proposer à la France, à travers la Convention sur la définition de l'agresseur de juillet 1933, un règlement implicite de la querelle bessarabe qui laissait présager la possibilité pour la Roumanie de devenir un pont stratégique entre la Russie et la France en vue d'une action conjointe contre Berlin.

La preuve de l'inadéquation globale des intérêts géostratégiques de la France et de la Roumanie une fois apportée, la question se pose de l'inertie de la conviction contraire chez certains décideurs ou au sein des opinions et des historiographies. Trois raisons historiographiques et historiques majeures peuvent expliquer cet engouement, sans compter la rituelle invocation des affinités latines, du sentiment de gratitude envers les protecteurs de la Roumanie, ainsi que de l'attraction culturelle de la capitale française sur les élites roumaines, motifs dont il ne faut néanmoins pas ignorer la force.

Il faut d'abord relever le malentendu fondamental au sujet du système centre-européen de la France : ceux qui en font une base solide de la sécurité française postulent la pérennité des intérêts géostratégiques de la guerre. L'ironie veut que ce soient les hommes politiques et les historiens conservateurs ou nationalistes, qui se piquent de réalisme politique comme André Tardieu ou Jacques Bainville, qui émettent ce type de jugement au nom d'essences nationales prétendument immuables. Durant de longues années, les querelles locales entre petits alliés leur semblèrent dénuées de fondement au regard de l'intérêt général antirusse et surtout antiallemand tel qu'on le concevait à Paris. Or il ne suffit pas d'invoquer le mythe de l'unité alliée pour faire effectivement advenir celle-ci.

Les décideurs français, Briand principalement, se sont donc déterminés selon les circonstances et ont intégré la Roumanie non pas à un système centre-européen, mais à plusieurs types de systèmes zonaux, que le discours de l'amitié traditionnelle ne doit pas masquer. Le premier recouvre une tentative française de domination solitaire sur l'Europe centrale durant les années 1919-1922 : c'est la configuration classique, où la Roumanie tient le rôle de charnière entre le flanc défensif face à la Russie et le flanc offensif en Europe centrale. L'échec rapide de ce modèle laisse la place à l'ère des condominiums, où la France choisit – ou est obligée – de partager l'influence dans cet espace avec une ou plusieurs autres puissance(s). Les « condominiums conflictuels » témoignent du désengagement progressif de Paris, après 1922, en matière de sécurité, tout en refusant d'abandonner l'Europe centre-orientale à l'influence d'un pays susceptible d'augmenter ainsi son potentiel à l'est pour le retourner contre la France : ce fut le cas dès 1923 avec l'Angleterre, puis clairement entre 1926 et 1928 face à l'Italie, en 1929 face à l'essai de délitement du protocole Litvinov et entre 1931 et 1933 vis-à-vis de l'Allemagne. Les « condominiums acceptés » représentent le partage d'influence entre la France et une puissance amie – ou en voie de le devenir –, en vue de l'intéresser à la sécurité de la France par le biais d'une sphère d'influence ou d'un pont diplomatique : ce fut le cas en 1925 avec l'Italie, en échange de sa participation à la garantie rhénane, mais la tentative tourna court en raison de l'exclusivisme et de la méfiance de Mussolini ; en 1933, le Quai d'Orsay renouvela la manœuvre avec le *Duce* dans le cadre du Pacte à Quatre, qui échoua au bénéfice du pont roumano-tchécoslovaque avec Staline.

La seconde raison de la pérennité dans la croyance d'un système de revers entre la France et l'Europe centrale combine également aspects géostratégiques et idéologiques. Entre 1919 et 1933, à l'exception de l'intermède Tardieu, la diplomatie française a été dirigée par

des hommes de centre et de centre-gauche, et surtout par Briand. Ses choix en matière de sécurité ont rejeté la légation de Roumanie du côté de la droite française. La légation de Roumanie noua des contacts discrets avec les parlementaires de droite, notamment lors de la Conférence de la Paix en 1919 et de la signature du traité bilatéral en 1926. Titulescu reprit la même tactique insupportable au Quai d'Orsay au moment du pacte franco-soviétique et surtout du Pacte à Quatre. Seul Edvard Benès pouvait se vanter d'avoir indisposé autant les diplomates français par ses indiscrètes immixtions. Il est vrai que celles-ci s'appuyaient sur des subsides à la presse, qui mettait dans l'embarras les décideurs français : leurs plaintes et la correspondance diplomatique roumaine en font maintes fois état.

Enfin, la raison d'ordre historiographique de la popularité du lien franco-roumain relève de la référence à une période de prestige pour la France et pour la Roumanie. Elle intègre l'illusion selon laquelle l'adoption du modèle jacobin français à Bucarest dans les années 1920 devait avoir forcément des répercussions pro-françaises sur le plan de la politique internationale de la Roumanie. Néanmoins, le rappel ému de la période heureuse des années 1920 permet d'oublier les années de crises et de divisions qui suivirent, même si l'historiographie conservatrice ou communiste se plaît à lire le rapprochement franco-allemand équilibré de Locarno à la lumière assombrie de Munich. Les années 1920 relèguent également, pour les deux partenaires, la période de la Deuxième Guerre mondiale au rang de parenthèse de soumission à la Puissance allemande dominante. Ainsi, l'enthousiasme des Roumains en entendant de Gaulle évoquer Titulescu en mai 1968 à Bucarest renvoie à la fois aux espoirs d'échapper un peu à l'emprise soviétique grâce à la main tendue d'un chef occidental prestigieux, à l'oubli collectif de la mobilisation patriotique de 1941 pour la récupération de la Bessarabie, tout en sauvegardant l'idée de la Bessarabie roumaine grâce à l'orientation antisoviétique et pro-occidentale de Ceaușescu à l'époque.

Certes, cette coopération franco-roumaine pour la sécurité commune dans les années 1920 avait des retombées moins consensuelles, en dehors de la dimension diplomatico-militaire elle-même. Le reproche de « balkanisation » de l'Europe centrale n'a pas manqué de toucher la Roumanie sur le plan économique : le protectionnisme des Brătianu a empêché l'industrie roumaine de s'équiper sérieusement et a irrité les milieux économiques français. La prééminence politique de la France obligea Bucarest à donner aussi des gages économiques aux Britanniques, aux Italiens, puis aux Allemands.

Le second point d'achoppement parallèle à la coopération pour la sécurité fut le problème des frontières et des minorités. La France et la Roumanie collaborèrent lors de la

mise en place des frontières stratégiques de la Grande Roumanie en 1919. Bien que la France eût promu la tolérance envers les minorités, les jacobins de Bucarest invoquaient facilement le modèle centralisateur français et la nécessité d'éviter la déstabilisation de l'œuvre interalliée pour se dédouaner d'une administration qui avait la main lourde. En retour, la France ne pouvait que s'interroger sur la fiabilité d'un État allié en proie aux révoltes armées de minorités, en collusion avec les pays limitrophes : la référence à la Vendée n'était sans doute pas ce que le modèle français pouvait exporter, à son corps défendant, avec le plus d'avantage. En outre, si Bucarest administrait durement la Bessarabie, elle n'entendait pas la défendre seule : les plans de mobilisation de l'état-major roumain ne l'intégraient pas dans la défense du territoire national, car ils comptaient sur l'appui diplomatique français et sur les secours militaires de la Pologne. Mais quel était l'homme politique roumain qui pouvait avouer l'incapacité à défendre la sécurité à l'est, contre le sanglant modèle-repoussoir stalinien, puisque le patriotisme roumain ne se construisait plus autour de la Transylvanie, bien défendue par la Petite Entente contre la petite Hongrie ? La Bessarabie mérita bien son surnom d'Alsace-Lorraine sur le Dniestr, tant elle freina le rapprochement franco-soviétique et une collaboration aisée au sein de la Petite Entente, en attendant de justifier la participation à la grande offensive contre l'Union Soviétique de 1941.

Ainsi, mon projet de thèse s'est inséré dans la modification d'ensemble de la conception historique du système de sécurité français et la réévaluation de la diplomatie des années vingt, rendant sa cohérence finale à une interprétation qui bénéficiait des avancées dans les domaines allemand et russe, mais souffrait encore de réticences dues à l'ombre portée des années trente et des reculs de Munich et de la drôle de guerre.

B/ Activité para-doctorale : participation à la publication des Documents diplomatiques français, articles et charges d'enseignement

En cohérence avec mes recherches, je me suis intégré entre 1992 et 2001 à la sous-commission de sélection des années 1920 dirigée par Jacques Bariéty en vue de la publication des *Documents diplomatiques français* à partir des archives du Quai d'Orsay. Je m'y suis occupé des pays balkaniques et centre-européens auxquels on a adjoint l'Italie en raison de son tropisme adriatique. Ce travail, qui m'a permis de dépouiller des centaines de volumes, a abouti à la parution de trois publications de *Documents diplomatiques français* sous la direction de Jacques Bariéty, la période de janvier à mai 1920 (volume I, 1997, 689pp) et de mai à septembre 1920 (volume II, 1999, 688pp) à l'Imprimerie nationale, la période de septembre 1920 à janvier 1921 (volume III, 2002, 667pp) chez Peter Lang. Il est inutile d'insister sur la fertilisation entre ce travail à échelle centre-européenne et la rédaction de ma thèse, dont les perspectives régionales et le point de vue d'ensemble s'en sont trouvés étoffés. Ayant participé aux débuts de la sous-commission de publication, j'ai également assisté à l'élaboration de tous les critères de sélection et des méthodes de publication de documents d'archive dont le savoir-faire m'a guidé pour la propre publication d'un volume de documents tiré de ma thèse⁹. La composition de mon jury de thèse reflétait d'ailleurs cette diversité, chacun des cinq membres étant spécialiste de relations internationales avec un point d'application régional – deux spécialistes des mondes germaniques, deux spécialistes de la Roumanie et un spécialiste des affaires militaires centre-européennes. Deux des membres du jury m'ont demandé, à l'issue de la soutenance, de pouvoir publier la thèse, ce que je fis dans l'année qui suivit la soutenance en l'ayant préalablement réduite de moitié – passant ainsi de près de mille à moins de 500 pages¹⁰.

La période de travail doctoral s'est accompagnée de la publication de douze articles dans des revues à comité de lecture ou dans des actes de colloques internationaux sur le sujet de la thèse. Ces manifestations m'ont permis de m'insérer dans la communauté de chercheurs spécialistes de ces questions de relations internationales, d'histoire militaire et de l'espace centre-européen, d'y faire connaître et d'enrichir la matière de mes recherches. Deux d'entre

⁹ *La Grande Roumanie alliée de la France, une péripétie diplomatique des Années Folles ? (1919-1933)*, L'Harmattan, coll. *Aujourd'hui l'Europe*, 1999, 284pp. Recueil de documents introduits et annotés.

¹⁰ *Le système de sécurité français en Europe centre-orientale, l'exemple roumain (1919 à 1933)*, L'Harmattan, coll. *Aujourd'hui l'Europe*, 1999, 495pp. Version allégée de la thèse.

elles avaient un caractère historiographique et participaient de l'état de la question des relations de sécurité franco-roumaines entre les deux guerres¹¹, la plupart des autres traitaient, sur la base de documents d'archive, divers aspects de ce problème, soit sous la forme de tranches chronologiques¹², soit, plus souvent, en prenant pour objet une question régionale – donc une des frontières roumaines et sa défense diplomatico-militaire¹³. L'un d'entre eux avait une dominante économique, car il traitait de la période de la crise¹⁴, et un autre traitait des relations roumano-serbes durant le dernier tiers du XIX^e siècle dans le cadre d'une coopération scientifique informelle que j'entretins dès lors avec certains chercheurs de l'Académie des Sciences de Belgrade¹⁵.

Parallèlement au travail de recherche, j'ai effectué plusieurs cours en second cycle dans mes fonctions d'assistant moniteur normalien auprès de l'université de Strasbourg III entre 1993 et 1996, dont l'équipe de chercheurs spécialistes de l'Allemagne et de l'Europe centrale recouvrait en partie mes fréquentations doctorales et que je devais retrouver tout au long de mon parcours. Dans le cadre du DESS « études germaniques », j'ai enseigné une *Initiation à l'histoire de l'Allemagne de 1848 à 1945*, les *Fondements historiques de*

¹¹ « Quelques tendances historiographiques françaises de l'entre-deux-guerres concernant les liens diplomatiques et militaires entre la France et la Roumanie », dans *Études danubiennes*, tome IX, n°2, 2^e semestre 1993, pp175-188 ; « Droit et diplomatie dans le contexte des relations culturelles franco-roumaines de la deuxième moitié des années trente; l'exemple de Georges Sofronie », actes du colloque franco-roumain tenu à Bucarest en octobre 1993 : *Les Relations culturelles franco-roumaines entre les deux guerres*, dossier de la *Revue roumaine d'études internationales*, XXVII^e année, 5-6 (127-128), 1993, pp385-401.

¹² « La coopération franco-roumaine et la sécurité en Europe entre 1919 et 1925 », dans *Études danubiennes*, tome XI, n°2, 1^{er} semestre 1995, pp.57-96 ; « Bucarest sur l'axe brisé Paris-Varsovie-Moscou : de la méfiance à la coopération roumano-soviétique sous égide française, 1929-1933 », dans Jean-Paul Bled (dir.), *L'Ère Barthou*, actes du colloque tenu à Strasbourg en octobre 1998, numéro spécial de la *Revue d'Europe centrale*, tome VII, n°2, 2^e semestre 1999, pp.81-88 ; « La Roumanie et l'impossible articulation d'un système de sécurité français en Europe centre-orientale, septembre 1920 - décembre 1921 », dans *La France à la recherche de sécurité, 1920-1922*, numéro spécial de septembre 1999 de la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains*, coordonné par Jacques Bariéty.

¹³ « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920 : une reconnaissance difficile », dans Christian Baechler et Carole Fink (dir.), *L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales : une étude comparée*, Berne, Peter Lang, 1995, pp.369-387 ; « La coopération franco-roumaine face à la Russie lors du passage de Take Ionescu au ministère des Affaires étrangères, juin 1920-décembre 1921 », *Revue roumaine d'histoire*, n°3-4, juillet-décembre 1995, pp.367-382 ; « Les avatars de la ratification de la Convention bessarabe par la France, 1921-1924 », actes du colloque franco-roumain tenu à Iasi en septembre 1995 : *Frontières politiques et culturelles, XVIIIe-XXe*, numéro spécial de la *Revue roumaine d'histoire*, tome XXXV, janvier-juin 1996, pp59-68 ; « L'appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919 », *Revue roumaine d'histoire*, tome XXXVI, juillet-décembre 1997, pp.241-248.

¹⁴ « Le plan Maniu de Confédération économique danubienne du premier semestre 1929 », dans Jacques Bariéty et Jean-Paul Bled (dir.), *Le Plan Tardieu*, actes du colloque tenu à Paris IV-Sorbonne les 6 et 7 novembre 1997, numéro spécial de la *Revue d'Europe centrale*, tome V, n°2, 2^e semestre 1997, pp.41-49.

¹⁵ « La Serbie et la Roumanie dans le contexte européen, 1878-1914 : de la convergence au rapprochement », dans la *Revue d'Europe centrale*, tome VII, n°1, 1^{er} semestre 1999, pp.127-135.

l'Allemagne contemporaine et surtout *Les relations entre les pays d'Europe centre-orientale et l'Allemagne*, complétant ainsi par le point de vue de « l'objet » mes perspectives doctorales sur le système de sécurité antiallemand de la France en Europe centrale. Dans le DU de troisième cycle « Europe centrale », j'ai enseigné une *Initiation à l'histoire de la Roumanie au XX^e siècle*, dont il est inutile de préciser à quel point elle a étoffé une vision doctorale diplomatico-militaire qui aurait pu rester technique et stérile sans les dimensions politique, socioéconomique et culturelle que ce cours m'a permis d'ajouter.

J'ai aussi fourni un tutorat aux mémoires du DESS études germaniques, conseillant les étudiants sur la méthode, la problématique et la composition de leurs mémoires. Ce travail m'a procuré une première expérience de conseil en recherche et en structuration de mémoires, ainsi que la lecture de dizaines de mémoires d'une centaine de pages sur l'espace germanique et centre-européen. Certains des étudiants du DU « Europe centrale » sont d'ailleurs devenus des collègues par la suite.

II – La recherche après la thèse : majeure fasciste, mineure relations internationales, encadrement d'une équipe de jeunes chercheurs

J'ai rappelé dans l'introduction générale la convergence entre relations internationales et histoire politique de l'extrémisme comme récit d'une « modernisation contrariée »¹⁶.

A/ Une nouvelle recherche sur le fascisme roumain

Elle m'a permis de découvrir la sphère des études fascistes, françaises d'abord, internationales ensuite avec ma participation à l'introduction en France des premières publications de Roger Griffin et des théories du « nouveau consensus » sur une définition générique du phénomène fasciste.

¹⁶ « Les Roumains dans l'entre-deux-guerres. La modernisation contrariée », dans les actes du colloque *L'Europe centrale du traité de paix de Saint-Germain-en-Laye à la Deuxième Guerre mondiale* du 21 mai 2005, organisé par la Ville de Saint-Germain et les Amis du Vieux Saint-Germain, paru dans François Boulet, *Les Traités de paix, 1919-1920, et l'Europe au XX^e siècle*, Les Presses franciliennes, p.261-271

1/ Avant la découverte des théories anglophones du fascisme générique (2000-2008)

a/ Définition de la Légion comme mouvement fasciste « euro-synchrone », donc révolutionnaire et populiste (2000-2004)

L'intérêt pour le fascisme est issu de mon approche critique de la politique étrangère de la Roumanie et de la prégnance du phénomène fasciste dans tous les secteurs de l'histoire politique, y compris international. L'historiographie roumaine insistait sur la personnalité antifasciste de Nicolae Titulescu, ministre des Affaires étrangères entre 1932 et 1936¹⁷. Deux actions diplomatiques de Titulescu m'ont pourtant amené à regarder de plus près ce genre d'affirmation. Le premier est lié à sa pression contre le Pacte à Quatre de Mussolini, destiné à encadrer l'Allemagne hitlérienne en échange de la possibilité pour l'Italie de révisions territoriales en Europe centrale : Titulescu laissa clairement entendre à Paris que la diplomatie de la Petite Entente, sous sa direction personnelle à ce moment là, évoluerait vers l'Allemagne nazie pour contrer le Pacte à Quatre si sa dimension révisionniste n'était pas extirpée¹⁸. Le document avait été utilisé dès 1972 par Ozer Carmi dans *La Grande-Bretagne et la Petite Entente* (Genève, Droz, 1972), puis par Dov Lungu dans *Romania and the Great Powers, 1933-1940* (Londres, Duke University Press, 1984). Les historiens roumains, leurs bibliographies en témoignent, connaissaient ces ouvrages, mais contournaient le document.

Le second épisode concerne les mémoires politiques de Titulescu rédigés en 1937, où il s'en prenait violemment aux minorités et faisait appel à la Grande-Bretagne pour ouvrir largement la Palestine à l'immigration juive¹⁹. Peu susceptible de « rhinocérisation », pour reprendre l'expression d'Eugène Ionesco, en faveur des idées de la droite antisémite, Titulescu cherchait néanmoins à cette époque à se rapprocher de la droite qui avait les faveurs du roi Carol II et à justifier l'échec de sa politique d'intégration à l'axe Paris-Moscou. Émettons en effet l'hypothèse qu'en essayant d'obtenir l'émigration des juifs pauvres de Bessarabie, il pratiquait d'une part la politique délicate consistant à couper l'herbe sous les

¹⁷ Dans l'unanimité de l'historiographie roumaine, retenons la biographie de Ion Oprea, *Nicolae Titulescu*, Bucarest, Editura Științifică, 1966, pp.406, chapitre VIII, « L'activité antifasciste et antirévisionniste de Nicolae Titulescu », pp275-340.

¹⁸ Mémoire de Titulescu au roi Carol II et au Premier Vaida-Voevod du 9 avril 1933, publié par Ion Grecescu, dans Nicolae Titulescu, *Documente confidențiale*, Bucarest, Editura Academiei Române, 1992, pp47-78, partiellement traduit dans mon livre de documents, *La Grande Roumanie...*, *op. cit.*, doc. n°115, pp256-272.

¹⁹ Nicolae Titulescu, *Politica externă a României*, Bucarest, Ed. Enciclopedica, 1994, pp227-235. Voir aussi mon article, « La génération fasciste en Roumanie : recrutement, doctrine, action », dans *Histoire, Economie, Société*, n°3, 2003, pp437-449.

pieds des propagandistes antisémites en utilisant leurs arguments. D'autre part, il suggérait que l'échec de sa politique consistant à accepter le passage de l'Armée rouge par la Bessarabie et la Bucovine roumaines dans le mouvement de tenailles franco-soviétiques contre l'Allemagne, politique qui lui avait valu sa destitution en août 1936, était autant due à la remilitarisation de la Rhénanie qui interdisait à l'armée française une concentration à l'abri de la ligne du Rhin, qu'à la réticence des dirigeants roumains à laisser passer l'Armée rouge à travers des provinces récemment annexées et qui possédaient des populations juives, sinon prosoviétiques, du moins mécontentes de leur sort de minorités marginalisées et qui auraient pu faciliter l'occupation définitive des provinces orientales par l'Union Soviétique. Enfin, cela aurait également permis à Titulescu de mieux faire accepter sa politique étrangère par le roi et par les milieux conservateurs roumains, notamment l'armée, qui se méfiaient du passage des troupes soviétiques, qu'elles soupçonnaient de vouloir récupérer la Bessarabie, voire de bolcheviser la Roumanie²⁰. Enfin, il désirait peut-être, grâce à l'émigration, épargner à ces populations fragiles un sort de bouc émissaire dans les affrontements ethniques qui se préparaient après quinze ans de propagande ultranationaliste et antisémite.

Ainsi amorcé, mon intérêt pour cette question s'est transformé en une nouvelle recherche à partir de 2000 (l'année 1999 étant consacrée à la publication de ma thèse). Assez rapidement, Catherine Horel se proposa de la conduire, car elle connaissait la question juive dans la région et s'intéressait aux droites entre les deux guerres mondiales. Je dus définir ma position sur le fascisme roumain face aux deux traditions historiographiques qui polarisaient ma recherche, la française et la roumaine.

En France, l'état des travaux sur la Légion reflétait à la fois le manque d'intérêt relatif pour cet espace et une sympathie endémique que j'avais déjà pu constater en matière de relations internationales. Plusieurs raisons y contribuaient : la guerre froide et l'utilisation par les Américains d'anciens légionnaires pour des parachutages dans la Roumanie communiste au début des années cinquante, la mise à l'écart brutale par Ion Antonescu de la Légion en janvier 1941 avec l'approbation de Hitler – donc son exclusion du pouvoir lors de la guerre à l'est –, son caractère affiché plus traditionnel, théoriquement pro-monarchique et religieux qui

²⁰CAROL II, *op.cit.*, pp.160-161, le 30 mars 1937 : « Pour nous, l'URSS reste encore le point faible. Tous, à commencer par moi, et en exceptant quelques nationaux-paysans et Tituoxi [Titulescu], nous sommes fermement contre des rapports trop proches avec elle. Mais dans cette position nous avons, au moins, un peu de tranquillité de leur part, sinon leur amitié. Si, ainsi que le désirent certains, nous nous rapprochons de l'Allemagne et de l'Italie, la situation à l'égard de l'URSS devient précaire et nos autres alliances aussi. »

pouvaient l'assimiler à des mouvements soit spiritualistes, soit plus traditionnels comme l'Action Française dont certains légionnaires comme Ion Moța, Vasile Marin ou Mihail Polihroniade avaient été proches dans leur prime jeunesse. Dans un contexte francophone, la référence en matière de généralisation sur le fascisme était le livre de Pierre Milza, *Les Fascismes*²¹, qui adopte une approche totalitariste et générique – puisqu'il discute de l'extension du phénomène fasciste à l'échelle mondiale et après 1945. Toutefois, concernant Codreanu et la Légion, et sans faire preuve de la moindre complaisance à l'égard de sa latinité ou de sa francophilie supposées, Pierre Milza adopte une définition que j'ai assez rapidement trouvée sujette à discussion, puisqu'il niait la possibilité de développer le fascisme moderne et révolutionnaire au sein d'une société agraire et traditionnelle²².

En 2000, je présentai pour la première fois une communication sur le fascisme – en tentant une comparaison entre fascisme roumain et populisme agraire bulgare – et suggérai qu'au contraire, la Roumanie pouvait présenter les conditions sociales d'une émergence et d'une tentative de prise du pouvoir du fascisme, en appliquant la définition que Pierre Milza lui-même donnait de la progression d'un mouvement fasciste vers le pouvoir – et qui s'appuyait sur la théorie des classes moyennes, que je reprenais tout en montrant la diversification sociale du fascisme au-delà de ces catégories²³.

En 2002 parut le livre d'Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco, L'oubli du fascisme, Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*²⁴, ce qui m'ouvrit la voie, un an plus tard, à ma propre définition du « légionarisme » comme idéologie révolutionnaire :

²¹ Paris, Le Seuil, coll. Points, 1991, 609pp.

²² *Ibid.*, p241 : « Il manque à la Légion de Codreanu, pour être assimilée au premier fascisme, une base sociologique comportant tous les éléments de la petite bourgeoisie, de même qu'une idéologie de contestation de l'ordre libéral. Ce qui domine au contraire dans ses rangs, c'est l'esprit conservateur, ou mieux la volonté de restaurer la société traditionnelle en prenant appui sur une foi chrétienne renouvelée. »

²³ «Le modèle fasciste en Roumanie et en Bulgarie dans les années Trente : un impact inégal», dans les actes du colloque *La France, l'Europe et les Balkans, crises historiques et témoignages littéraires* des 22-23 septembre 2000, tenu aux Universités d'Arras et de Paris IV, Artois Presses Université, 2002, pp.174-187 : « Une des principales problématiques de l'étude portera donc sur la capacité de ces sociétés balkaniques agraires, à l'aube de la démocratie politique, à générer des tensions pouvant aboutir à l'apparition, puis à la victoire d'un mouvement fasciste. Dans cette configuration, la petite et moyenne propriété agricole, en crise après 1929, tiendrait lieu, respectivement, de prolétariat et de classe moyenne et devient l'enjeu d'une mobilisation politique de masse ; les étudiants et les professions libérales sans clientèle des villes, mais aussi les grands propriétaires déclassés après la réforme agraire, fournissent les cadres et une partie de la masse de manœuvre de ces mouvements. De même, le faible développement du grand capital industriel et commercial, en Bulgarie plus qu'en Roumanie, substitue comme concurrent ou comme allié potentiel des classes moyennes les élites administratives traditionnelles aux grands intérêts : la monarchie, l'armée, la bureaucratie, piliers de l'État, représentent les véritables instances du pouvoir, y compris économique, que les mouvements fascistes d'Europe centre-orientale durent affronter ou avec lesquelles ils durent composer pour tenter d'accéder au pouvoir. »²³

²⁴ PUF, 2002, 557pp.

« Ces jeunes intellectuels “spiritualistes”, arrivés trop tard pour s’enthousiasmer pour des causes politiques nationales – l’indépendance ou la formation de la Grande Roumanie –, prétendaient apporter à leur pays un supplément d’âme et le faire accéder à une mission historique universelle : leur messianisme s’appliqua successivement à une expérience personnelle intensément vécue, puis s’extériorisa et se popularisa sous la forme de “l’orthodoxisme” ; enfin, il trouva sa pleine mesure avec l’adhésion progressive aux idéaux révolutionnaires de la Garde de Fer et la promotion de la grandeur roumaine à travers l’industrialisation forcée à l’intérieur et l’intégration à l’Europe nouvelle germano-italienne à l’extérieur. »²⁵

L’autre pôle par rapport auquel je définis mon approche de la Légion fut l’historiographie roumaine des années 1990, qui restait en partie marquée par la tradition nationale-communiste des deux décennies précédentes. Elle se caractérisait, comme l’histoire des relations internationales, par une hésitation entre vulgate marxiste – qui reconnaissait une idéologie propre et un ancrage national au fascisme, mais en faisait un appendice violent de la réaction bourgeoise en période de crise – et nationalisme – qui incitait les historiens officiels à écarter le légionarisme de la tradition nationale respectable et à l’attribuer à une influence étrangère dominante, notamment à celle de l’Allemagne. Je retrouvais ainsi l’environnement historiographique que j’approchais depuis dix ans avec des outils critiques. Néanmoins, après 1989, le fascisme roumain avait connu une révision historique plus rapide et plus poussée que la politique extérieure de la Roumanie. D’une part, il était, bien sûr, politiquement difficile à défendre – contrairement au régime réactionnaire dur du maréchal Antonescu pendant la guerre antisoviétique, qui connut une entreprise claire de réhabilitation. D’autre part, la présentation qui en avait été faite durant la période Ceaușescu permettait une telle prise de distance. En effet, les historiens des années soixante et soixante-dix insistaient sur l’origine importée, exogène, de la Légion de l’Archange Michel, qu’ils présentaient comme une « officine » des puissances fascistes, et non comme un mouvement autochtone d’un peuple roumain jugé trop sain pour générer ce type d’organisation²⁶.

²⁵ « La génération fasciste en Roumanie : recrutement, doctrine, action », dans *Histoire, Économie, Société*, n°3, 2003, pp.437-449.

²⁶ Voir Ion Spălățelu, « Unul dintre cele mai întunecate momente din istoria României », dans *Era socialistă* n°17, 1980, cité par Radu Ioanid, *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, New York, Columbia University Press, 1990 : « Tant l’existence que les pratiques de la Garde de Fer ont eu en permanence leurs racines dans un sol étranger au sol roumain. »

Ainsi, un premier aspect de la modernisation du débat sur un fascisme roumain accessible au sein de l'historiographie roumanophone consistait à démontrer son profond ancrage dans la société autochtone. Une analyse pénétrante en ce sens se trouvait déjà chez Radu Ioanid, dans une thèse qu'il n'a pas pu publier en Roumanie à la fin de la période Ceaușescu et qu'il a fait paraître aux États-Unis en 1990²⁷. En commentant favorablement les analyses de Radu Ioanid, j'introduisis dans la production française spécialisée, lors d'une table ronde que j'organisai en 2004, la notion d'un Mouvement légionnaire à aspiration totalitaire et populaire :

« Outre la volonté de dédouaner le peuple roumain de ce genre d'évolution somme toute commune à une bonne partie de l'Europe en voie d'industrialisation et d'urbanisation d'après le choc de la première guerre mondiale, les historiens communistes tenaient aussi à réserver au Parti communiste, même clandestin et minuscule, le privilège de représenter les aspirations des masses populaires. Implicitement, il ne pouvait y avoir deux mouvements de masse à prétention totalitaire dans le même espace. »²⁸

Tout naturellement, je plaçai la Légion/Garde de fer au sein du champ définitionnel « du fascisme comme mouvement de masse nationaliste, radical et autochtone. En effet, si la Légion était restée une organisation terroriste, cela supposait une structure relativement restreinte et conspirative, secrète. Comment expliquer alors que le mouvement politique qui la représentait – Garde de Fer entre 1930 et 1933, parti “Tout pour le pays” entre 1935 et 1938 – faisait ouvertement campagne aux élections et qu'il obtint, aux législatives de décembre 1937, plus de 15,5% des suffrages, au terme d'une année marquée par la discrétion internationale de l'Allemagne nazie ? »²⁹

Je me rapprochais donc des auteurs roumains et roumanophones qui soulignaient le caractère précoce et autochtone d'une fascisation convergente avec celle des autres fascismes

²⁷ *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, New York, Columbia University Press, 1990, traduit en roumain, Bucarest, Diogene, 1994.

²⁸ Traian Sandu, « Le renouvellement de l'histoire politique roumaine de l'entre-deux-guerres », dans Traian Sandu (dir.), *Illusions de puissance, puissance de l'illusion, l'Europe centrale dans les relations internationales entre les deux guerres : historiographies et histoire*, table ronde du 1^{er} avril 2004 organisée par le Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises de PARIS III, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2005, 292pp, pp67-84, ici pp76-77.

²⁹ *Ibid.*.

européens et dont je donnais les références dans une note que je reproduis ici³⁰ et que je résumai à partir du livre de Ioanid : « nationalisme chauvin, racisme, mythe de l'État autoritaire conduit par un chef charismatique, le mysticisme, l'anticommunisme, la diversion sociale, la violence et l'expansionnisme sont les traits que la Légion a reçus en partage avec ses homologues européens »³¹.

Pourtant, comme dans le cas de Pierre Milza, un élément de l'analyse de Radu Ioanid issu de sa formation marxiste dérangeait ce que j'estimais être une définition adéquate d'un mouvement fasciste : son unicité dans un champ politique national. Comment envisager, en effet, plusieurs chefs charismatiques organisant des mouvements de masse ultranationalistes et révolutionnaires dans le même pays ?

Je critiquai donc dès 2004 à la fois les historiens marxistes comme Radu Ioanid et les historiens nationalistes comme Gheorghe Buzatu³². Radu Ioanid étendait sa définition du fascisme à d'autres mouvements qu'à la Légion, en faisant de cette pluralité supposée de formations fascistes le fer de lance de l'ensemble de la droite – donc, dans le vocabulaire et la conception marxistes, de la bourgeoisie – : il rapprochait ainsi la Légion du reste des droites et en faisait un mouvement faussement populaire, détournant par une simple diversion populiste les masses de leur véritable ancrage : le parti marxiste. Or, si l'on prend au sérieux la définition du fascisme que Ioanid lui-même avait contribué à élaborer, comme mouvement de masse ancré socialement dans l'espace national autochtone, la définition marxiste de l'idéologie fasciste comme simple diversion sociale semblait en porte-à-faux avec cet enracinement social, donc également idéologique, dans l'espace politique roumain. Pour

³⁰ « Petculescu, Constantin, *Mișcarea legionară, mit și realitate* (le mouvement légionnaire, mythe et réalité), Bucarest, Ed. Noua Alternativă, 1997, 319pp ; voir aussi Florian, Alexandru et Petculescu, Constantin, *Idea care ucide, dimensiunile ideologiei legionare* (l'idée qui tue, les dimensions de l'idéologie légionnaire), Bucarest, Ed. Noua Alternativă, 1994 ; dépourvue d'a priori idéologique et fondée sur une riche documentation, mais adoptant une stricte organisation chronologique qui disperse les éléments de réflexion, voir aussi Zamfirescu, Dragoș, *Legiunea Arhanghelului Mihail, de la mit la realitate*, Bucarest, Editura Enciclopedică, 1997, 455pp. Tous ces volumes sont dotés de solides annexes documentaires, témoignant de l'ouverture des archives roumaines. Il faut mettre à part le cas de l'excellent connaisseur de la Légion qu'est Gheorghe Buzatu ; il demande, dans son approche, une sorte d'« empathie » avec ce mouvement, une compréhension intellectuelle « de l'intérieur » qui, par moments, glisse vers la compréhension tout court, tentante après 1945 lorsque les légionnaires souffrent autant et davantage que le reste de la population du stalinisme, mais qui ne se justifie pas scientifiquement. Il faut néanmoins lire son essai bibliographique « Mișcarea legionară : istorie și istoriografie » dans Buzatu, Gheorghe, Ciucanu, Corneliu et Sandache, Cristian, *Radiografia dreptei românești, 1927-1941* [La radiographie de la droite roumaine, 1927-1941], 426pp, Bucarest, Ed. FF Press, 1996, pp165-218. Voir notamment p184 : « la valeur des travaux en question dépend du degré auquel l'auteur a examiné le phénomène légionnaire **de l'intérieur**, et non par des références indirectes ou simplement par un rejet inconditionné. » Est-ce à dire que s'il l'a bien observé de l'intérieur il doit aussi adhérer à ses thèses ? »

³¹ Ioanid, *op. cit.*, pp12-16.

³² Voir note 27.

élaborer cette critique, je diversifiai mes appuis avec la très solide – bien que dépourvue de l'accès aux documents d'archive roumains pour cause de fermeture durant la période Ceaușescu – histoire du Mouvement légionnaire d'Armin Heinen, qui confirme l'unicité de la Légion comme mouvement fasciste roumain³³. Or Radu Ioanid définit le spectre politique ayant basculé dans le fascisme selon deux critères : l'antisémitisme et l'alliance éventuelle, même ponctuelle, avec la façade politique de la Légion-Garde de fer puis, après sa dissolution en 1933, parti Tout pour le pays. Radu Ioanid hérite de la définition du légionarisme du communiste Lucrețiu Pătrășcanu, intellectuel de haut niveau, ministre de la Justice immédiatement après la guerre³⁴. Pour les seconds, ainsi que nous l'avons aperçu dans le cas de Gheorghe Buzatu, la référence reste l'étude critique mais « empathique » des textes des légionnaires eux-mêmes, dont les publications, confidentielles en Occident, ont connu une explosion dans une Roumanie avide de références après 1989.

La critique que je fournis des thèses de Radu Ioanid me permit de dégager un des traits définitionnels du fascisme selon moi : son unicité dans un espace politique national :

« Le problème de l'existence d'autres formations fascistes que la Légion trouble surtout les historiens ouvertement de gauche, qui se contredisent en adoptant une définition globale du fascisme, pour le réduire ensuite à toute forme d'extrémisme de droite et d'antisémitisme. Si Radu Ioanid dédouane Carol II de fascisme, il en charge le professeur antisémite Constantin Cuza et le poète Octavian Goga³⁵ (...). (...) Cuza avoua ouvertement aux journalistes, à son retour d'Allemagne, les insuffisances d'une assise sociale agraire et l'absence d'une classe moyenne et d'un prolétariat urbains parmi sa clientèle (...) ».

³³ Armin Heinen, *Die Legion „Erzengel Michael» in Rumänien“ : soziale Bewegung und politische Organisation, ein Beitrag zum Problem des internationalen Faschismus*, Munich, 1986, traduite en roumain en 1999 à Bucarest, chez Humanitas, 546pp. Voir son chapitre XI (« La définition conceptuelle du mouvement légionnaire ») et particulièrement la p467 de l'édition roumaine : « De tous les partis roumains de l'entre-deux-guerres, seule la Légion peut être appelée “fasciste”. » Mais des synthèses d'ensemble aboutissaient aux mêmes conclusions : Pierre Milza, dans *Les Fascismes*, Paris, Le Seuil, 1991, p382, définit la dictature royale de Carol II à partir de février 1938 comme « un régime autoritaire qui est parfois qualifié de “monarcho-fasciste”, mais qui est en fait parfaitement réactionnaire et traditionaliste » ; quant à la dictature d'Antonescu de janvier 1941, il ne lui reconnaît qu'« une teinture de totalitarisme » (*ibid.*, pp467-468).

³⁴ Lucrețiu Pătrășcanu, *Sous trois dictatures*, Paris, Ed. L'horizon international, 1946, 330pp.. IOANID, *op. cit.*, p.16 : « L'analyse faite par Lucrețiu Pătrășcanu du fascisme roumain s'impose à l'attention du chercheur. (...) Son œuvre comprend, sans aucun doute, la plus pertinente et profonde analyse du fascisme roumain entreprise jusqu'à aujourd'hui » ... en Roumanie, a-t-on envie d'ajouter à l'attention de M.Ioanid, visiblement peu au courant en 1994 de la thèse d'Armin Heinen soutenue dès 1984 et publiée en 1986 ou de la thèse de l'Espagnol Francisco Veiga, *La mística del ultranacionalismo. Historia de la Guardia de Hierro. Rumania, 1919-1941*, Barcelone, 1989, traduite en roumain dès 1993 : *Istoria Gărzii de Fier. 1919-1941. Mistica ultranaționalismului*, Bucarest, Humanitas, 383pp. Ioanid juge assez juste la définition du fascisme par Dimitrov, le secrétaire général du Komintern, qui en fait la pointe avancée du capital financier (*op. cit.*, pp9-11).

³⁵ Ioanid, *op. cit.*, p.24 et 35.

Je distinguai immédiatement les projets de l'antisémite d'extrême-droite Alexandru C. Cuza et du fasciste Codreanu, en m'opposant à la confusion que Radu Ioanid voulait créer entre les deux : « La justesse de l'analyse du vieux professeur monarchiste, plus influencé par Maurras que par Rosenberg et qui finira parmi les grandes notabilités durant la dictature royale³⁶, ne pouvait qu'irriter son jeune disciple Codreanu, désireux de faire advenir de façon volontariste une réalité fasciste qui pouvait s'appuyer sur une industrialisation et une tertiarisation timides, mais croissantes, de la société roumaine, ainsi que sur une acculturation politique qui soustrayait les masses au vote en faveur du parti au pouvoir [*id est*, le dirigeait vers un parti révolutionnaire et antisystème]. »³⁷

Dépasant les limites de l'extrême-droite, le marxiste Radu Ioanid semble même adopter la position de son mentor Lucrețiu Pătrășcanu en matière de « fascisation » des partis modérés ayant conjoncturellement passé une alliance avec le parti des légionnaires³⁸. Or quelles que soient les appréciations portées sur la maladresse du pacte électoral de non-agression passé en novembre 1937 par l'agriculteur démocrate de droite Iuliu Maniu du Parti national paysan et le national libéral de droite Gheorghe Brătianu avec Codreanu en vue de battre le gouvernement soumis à l'autoritaire de droite Carol II aux élections de décembre³⁹, aucun analyste sérieux n'ose aujourd'hui prétendre, comme le fait Pătrășcanu, que le programme national-paysan « ne faisait que couvrir une imitation du corporatisme fasciste »⁴⁰. Leur caractère odieux ressort de la date de publication de ces accusations : rédigé en 1941, l'ouvrage fut réédité fin 1944, en 1945 et au début de 1946, alors que l'auteur était ministre communiste de la Justice et qu'il contribuait à l'installation de la terreur stalinienne en Roumanie dont certaines des victimes furent Maniu et la famille Brătianu.

J'avais aussi commencé à appliquer mes positions à l'égard d'un légionarisme pleinement fasciste, synchrone des autres fascismes européens – « euro-synchrone » – à ma spécialité première des relations internationales lors d'un colloque organisé en 2004 à l'Académie roumaine de Rome avec une intervention sur « Droite française, fascisme italien :

³⁶ Voir la note du Comité alsacien d'études et d'informations du 21 octobre 1935 : « Cette sympathie qu'on garde à l'Allemagne d'Hitler n'exclut pas du reste que la haute bourgeoisie roumaine fasse généralement siennes les thèses de l'*Action française*, de *Gringoire*, de *Candide*, qui sont les journaux français de beaucoup les plus lus à Bucarest. » (Z Roumanie 172, f.194-198)

³⁷ Sandu, « Le renouvellement de l'histoire politique roumaine... », *op. cit.*, p80.

³⁸ Pătrășcanu, *op. cit.*, pp.113-127.

³⁹ Heinen, *op. cit.*, pp.332-335.

⁴⁰ Pătrășcanu, *op. cit.*, p.120.

influences croisées sur la Garde de Fer »⁴¹. J’y montrais que l’apparente convergence avec le monarchisme et le christianisme passablement passésistes de l’Action Française était une illusion, et que les chefs légionnaires comme Vasile Marin se référaient plus facilement à Georges Valois qu’à Maurras. Citant Codreanu, je montrai les références essentiellement hitlériennes et mussoliniennes de son discours, non pas dans une perspective d’imitation servile et artificielle – réservée au mouvement antisémite d’A.C. Cuza – mais de convergence des radicalismes autochtones et néanmoins génériques et transnationaux⁴².

b/ Usage de la définition d’Emilio Gentile dans le cas du légionarisme comme « religion politique » (2004-2008)

Vers le milieu des années 2000, je pensais ainsi avoir trouvé la voie vers une analyse équilibrée ou, du moins, qui satisfaisait l’état de mes connaissances bibliographiques et archivistiques dans le contexte francophone et roumanophone du moment, ainsi que les méthodes que j’avais acquises durant ma formation doctorale, essentiellement fondées sur l’analyse des textes originaux et des archives, ainsi que sur l’insertion des conclusions tirées dans le cadre des théories en cours. Je corrigeais néanmoins ces interprétations à l’égard de la Légion – Pierre Milza et son approche totalitariste et générique d’un mouvement fondé socialement, plus que d’une idéologie fasciste sur la voie de la prise du pouvoir, et dont il excluait la Légion à ses débuts, Radu Ioanid et sa théorie d’un Mouvement légionnaire autochtone et massif, mais débarrassé de ses errements kominternistes qui confondent le fascisme avec les droites et le privent de sa dimension idéologique propre. En 2002, je fis une brève recension dans *Historia* de la traduction en français du livre d’Emilio Gentile, *La*

⁴¹ *La France et l’Italie dans l’Europe du sud-est, concurrence ou coopération ?*, colloque international organisé par l’IRICE les 27, 28 et 29 octobre 2004 à Rome, publié dans *Analele Universității București*, année VI, 2004, pp61-77.

⁴² « À l’inverse, dans *Pentru Legionari*, Codreanu inscrit son mouvement dans les totalitarismes de droite européens. Certes, il rappelle abondamment que le régime politique envisagé est cautionné par la bénédiction des ancêtres et de Dieu. Mais il rappelle aussi les convergences essentielles entre légionarisme et fascismes dans une section consacrée aux “mouvements nationaux et la dictature” :

« “Je ne veux pas faire dans ce chapitre, la critique de la dictature, mais je désire démontrer que les mouvements et les régimes nationalistes dans l’Europe actuelle, comme le mouvement légionnaire, le Fascisme, le National-Socialisme, etc., ne sont ni dictatoriaux, ni démocratiques.”

« “Sans le définir, il faut reconnaître simplement qu’il réalise une nouvelle formule de gouvernement *sui generis*, dans les États modernes. Cette formule, on ne l’a pas rencontrée jusqu’à présent et on ne sait pas encore quel nom elle va prendre.” »

« On le savait pourtant fort bien, puisqu’il s’agissait d’une définition générique du fascisme. ».

*religion fasciste*⁴³, lequel représenta pour moi un premier « choc interprétatif » que je mis deux ans à assimiler.

En 2005, je co-organisai donc, avec Catherine Horel et Fritz Taubert, un premier colloque consacré uniquement aux fascismes centre-européens⁴⁴, le premier depuis le volume publié par Peter Sugar en 1971⁴⁵. J'y proposais un parcours de recherche global sur le fascisme roumain, structuré certes par la question de la prise du pouvoir et le « conflit entre fascisme et monarchisme », mais combinant analyse de l'idéologie, du recrutement social, et récit de l'action politique intérieure fondés déjà sur mes premières recherches dans les archives roumaines⁴⁶. La brève introduction à mon article résume ma conception du fascisme roumain comme euro-synchrone – toute mon introduction générale au volume avait été consacrée à une tentative de comparaison entre fascismes centre-européens –, totalitaire et populiste⁴⁷. Dans l'approche de l'idéologie totalitaire de Codreanu, la volonté « positive » du fascisme roumain à créer un « homme nouveau » au sein d'un régime de troisième voie, recevait une place importante⁴⁸. Je m'appuyais pour ces analyses sur les textes originaux de Codreanu, mais aussi sur la lecture minutieuse de l'ouvrage d'Emilio Gentile, dont l'influence explicite se fait sentir dans cette définition de l'idéologie :

« Codreanu s'inscrit donc dans un autre ordre de légitimation de son mouvement, qui relève de la religion laïque de type fasciste, où le chef est une sorte de pythie inspirée par l'ethos national. (...) Certes, si l'essence de la roumanité est l'orthodoxie, il peut retrouver son discours traditionnel, mais il ne rejette pas non plus cette justification charismatique unanime d'un éventuel exercice du pouvoir. »

⁴³ Paris, Perrin, 2002, 354pp.

⁴⁴ Catherine Horel, Traian Sandu et Fritz Taubert, *La Périphérie du fascisme, spécification d'un modèle fasciste au sein de sociétés agraires ; le cas de l'Europe centrale entre les deux guerres*, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2006.

⁴⁵ *Native Fascism in the Successor States*, Santa Barbara, ABC-Clio Press, 1971, 166pp.

⁴⁶ « Le conflit entre fascisme et monarchisme en Roumanie : données structurelles et déroulement », dans *La Périphérie du fascisme, op. cit.*, p.91-109.

⁴⁷ Ibid, p91 : « [L]e roi ne se serait jamais permis d'agir avec tout autre parti comme il a agi avec la Garde de Fer, car le défi qu'elle jetait à la classe politique n'était pas de même nature, et n'appelait pas le même traitement : elle relevait d'une convergence évidente avec les autres fascismes européens. Il s'agissait d'abord d'un parti à idéologie totalitaire, (...). C'était ensuite une formation à recrutement sociologique populaire, avec laquelle les ménagements étaient inutiles (...). Enfin, (...) [Codreanu] s'était arrogé le droit à la violence de la puissance publique ; certes, cette dernière en abusait en matière politique et policière, mais elle tenait un reste de légitimité des institutions traditionnelles qui la fondaient. »

⁴⁸ « Le régime doit être à l'image du parti – ce qui justifie *a priori* l'emprise totale sur la société une fois le pouvoir conquis – : ni démocratie, ni dictature, mais ayant pour fondement un homme nouveau ayant intériorisé l'autorité naturelle du chef et y adhérant activement pour apaiser les tensions à l'œuvre dans la société moderne »⁴⁸.

La nouveauté que j'apportais même en-dehors de l'espace francophone de l'étude du Mouvement légionnaire était une première étude de la sociologie fondée sur les documents d'archive, et notamment sur un document classé à l'année 1937, intitulé « les organisations politiques » et consistant en un tableau par départements établi par l'Inspectorat Général de la Gendarmerie et dénombrant les militants des partis spécialement surveillés, dont le parti Tout pour le pays, avec le détail du profil social – intellectuels, prêtres, instituteurs et ouvriers⁴⁹. Seule l'équipe d'Oliver Schmitt à Vienne, avec laquelle je suis en contact actif de travail⁵⁰, commence à se livrer à des études sociologiques locales et précises sur le recrutement militant légionnaire, notamment – comme il l'a reconnu bien volontiers lors d'un séminaire d'Antoine Marès où je lui servais de discutant – à partir de ma découverte de ce tableau et, plus généralement, des volumes sur le profil social des militants légionnaires. Le colloque de 2005 faisait aussi le point sur les relations ambiguës entre le Mouvement légionnaire et le pouvoir, plus particulièrement le roi Carol II.

Les cinq autres articles et participations aux colloques sur le fascisme produits jusqu'en 2008 se situent dans ce cadre conceptuel. La plupart portaient sur l'idéologie de la génération des cadres et des compagnons de route de la Légion, avec deux participations à des colloques d'histoire littéraire organisés par mon centre pluridisciplinaire dans lequel j'intègre mes recherches : dans le premier, je centrai mon propos sur l'assimilation entre la personnalité de Codreanu et la figure du Christ, notamment dans la période finale de sa vie, à la suite de son procès largement truqué d'avril-mai 1938, précédant son assassinat sur l'ordre du roi en novembre de la même année⁵¹. Dans le second, j'analysais la politique culturelle envisagée par les légionnaires durant la période du fascisme-mouvement, mais aussi pendant leur bref passage au pouvoir : plus que la religion politique, qui marquait le précédent article, c'était l'État totalitaire et sa propension à fusionner l'ensemble de l'héritage national sous sa férule et sa séduction totalitaires qui étaient ici interrogés⁵².

⁴⁹ Dossier 41/1937 des Archives Nationales historiques centrales (A.N.I.C. en roumain).

⁵⁰ Je participe au colloque co-organisé par Oliver Schmitt et Armin Heinen les 24 et 25 février 2011 à Vienne sur la Légion de l'Archange Michel avec une intervention sur sa pénétration dans la société rurale.

⁵¹ « La passion selon Codreanu : les récits de prison d'un fasciste mystique », actes du colloque *L'Écriture emprisonnée*, sous la direction de Jean Bessière et de Judit Maar, Paris, L'Harmattan, 2007, *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 371 p., p.235-243.

⁵² « À régime nouveau, Panthéon littéraire nouveau : écrire l'histoire d'une littérature légionnaire à venir », actes du colloque *Frontières de l'histoire littéraire*, organisé à Paris les 9 et 10 novembre 2007 par Jean Bessière et Judit Maar, Paris, L'Harmattan, *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2008, 198pp, pp.123-132 : « Bref, deux traits classiques du fascisme se dégagent (...) : l'adhésion du révolutionnaire fasciste à certaines valeurs conservatrices du passé, hommes et idées, donc l'existence de textes qui méritent récupération au sein du nouveau Panthéon

J'intervins dans le colloque organisé par Antoine Marès sur *La mémoire de la Première Guerre mondiale en Europe médiane* ; cette participation s'inscrit naturellement dans ma fréquentation du séminaire d'historiens qu'il co-anime à l'Institut du Monde Slave de Paris I avec Christine Lebeau de Paris I, Marie-Élisabeth Ducreux de l'EHESS et la participation de Catherine Horel, sur les « territoires et identités de l'Europe centrale », et dans lequel je suis intervenu deux fois en tant qu'intervenant et une fois comme discutant (d'Oliver Schmitt, précisément). Mon article sur la « [m]émoire de la Première Guerre mondiale au sein des jeunes droites roumaines de l'entre-deux-guerres » me permit d'affiner la distinction entre ces droites selon des clivages générationnels et surtout de montrer que si la Légion se réclamait du modèle militaire dans son organisation et l'embrigadement de la société civile, elle minimisait les idéaux de la génération de la guerre pour mettre en valeur ses propres combats politiques⁵³. L'instrumentation mémorielle de la guerre par les légionnaires débouchait sur des rites militaro-religieux qui leur étaient propres – comme l'appel des morts légionnaires lors des réunions du « nid », ou cellule légionnaire –, des détournements de rites nationaux comme l'apposition d'une croix orthodoxe sur la tombe du héros inconnu, dont on ne connaît par définition pas la religion, ou l'élévation par la Légion d'un ossuaire en l'honneur de soldats sans tombe pour délégitimer politiquement l'État roumain, qui ne faisait pas son devoir envers ses fils.

Toujours à la frontière de l'histoire culturelle et politique, l'article sur les « [S]ignes et couleurs de la mobilisation fasciste (...) »⁵⁴ est une distribution de l'iconographie et des

littéraire ; la volonté de ne laisser aucun aspect de la vie sociale, et notamment de la formation intellectuelle, en dehors de l'emprise du parti et de son chef. La problématique réside dans l'insertion de cette tradition au sein de la rupture fasciste. Bien évidemment, les quelques grands écrivains et hommes politiques dont Codreanu extrait ici quelques pages ne constituent que les prophètes vétéro-testamentaires annonçant la venue du néo-Messie charismatique, qui en incarne la réalisation du paradis national sur Terre. »

⁵³ « Mémoire de la Première Guerre mondiale au sein des jeunes droites roumaines de l'entre les deux guerres », actes du colloque *La mémoire de la Première Guerre mondiale en Europe médiane*, dans Antoine Marès (dir.), *Guerres mondiales et conflits contemporains* n°228 d'octobre 2007, Paris, 158pp, pp7-21, ici le résumé de l'article : « À première vue, la Première Guerre mondiale constitue l'alpha et l'oméga des jeunes droites, notamment de la Garde de fer fasciste, en termes d'idéologie et d'organisation. À y regarder de plus près, toutefois, on y relève deux failles. La plus patente consiste dans la rupture générationnelle entre ces droites et les classes d'âge concernées par la guerre : le fascisme roumain tend à minimiser les réalisations de la génération précédente pour valoriser sa propre mission. La glorification et le mimétisme de la chose militaire ne renvoient pas chez les gardistes à la glorification des "grands hommes" mais à celle de l'anonyme, du soldat inconnu. Enfin, trois exemples de commémoration légionnaire de la Grande Guerre permettent de vérifier cette captation de la mémoire au service d'un dynamisme projectif. »

⁵⁴ « Signes et couleurs de la mobilisation fasciste dans un pays majoritairement agricole : le Mouvement légionnaire roumain », actes du colloque *Signes et couleurs des identités politiques* organisé à l'Université de Poitiers du 14 au 16 juin 2007, Denise Turrel, Martin Aurell, Christine Manigand, Jérôme Grévy, Laurent Hablot et Catalina Girbea (dir.), PUR, 2008, pp71-88.

symboles mobilisés par l'embrigadement légionnaire selon leur appartenance aux représentations d'un fascisme roumain synchrone du fascisme européen ou, à l'inverse, à l'appel aux valeurs et aux images traditionnelles d'une société religieuse et agraire, mais détournées par un style et un projet politique moderne. Mais ce qui aurait pu constituer le légionarisme en une sous-catégorie spécifique du fascisme est écarté au profit de son insertion dans la tendance à la laïcisation euro-synchrone et à la sacralisation de l'activité politique⁵⁵. Cet article, qui oscillait entre conceptions du fascisme accordant une place première à l'idéologie comme je l'avais déjà suggéré dans les colloques que j'avais organisés, et fascisme comme système de représentations et esthétique moderniste avant tout, se concluait néanmoins sur une profession de foi du caractère idéologique révolutionnaire et collectiviste du légionarisme⁵⁶.

Ce cycle d'articles à la lisière de l'étude de l'idéologie, des représentations et des pratiques, reçut tout de même une structuration chronologique plus classique avec un texte portant sur « La Garde de Fer : méthodes de mobilisation et d'encadrement »⁵⁷, qui retraçait l'évolution de la massification de la Légion en relation avec la complaisance croissante du pouvoir jusqu'au printemps 1936, puis son succès autonome comme parti antisystème mûr. Il était donc centré sur l'organisation du mouvement et les associations qui y étaient liées.

Avec cette série d'articles s'achève la période précédant la découverte de la production anglophone d'une définition générique du fascisme comme mouvement transnational et inter-périodes. Le déclencheur de cet événement fut la lecture au début de l'année 2008 de la thèse de Constantin Iordachi, *Charisma, Politics and Violence : The Legion of the « Archangel Michael » in Inter-war Romania*⁵⁸, publiée en décembre 2004. Quelques mois après paraissait

⁵⁵ Ibid. : « La religion est consubstantielle au légionarisme (...). (...) Mais ce qu'une société vit quotidiennement et "naturellement", sans retour conscient sur le vécu, fut institué et transformé en objet de culte politique par le mouvement légionnaire, jouant ainsi entre pratique religieuse, religion en politique et même, par moments, religion civile ou assimilation de l'œuvre politique à une nouvelle religion(...). »

⁵⁶ Ibid.: « Les corps nus travaillant ou posant dans des postures avantageuses sont des symboles classiques de l'héroïsme néo-antiquisant de l'homme nouveau fasciste (...). (...) Ils sont surtout porteurs d'une symbolique de dépouillement de l'individu au sein de la collectivité qui accuse les traits du travail en commun au sein des camps d'été. (...) Bref, avec cet effacement des signes nous touchons à ce que la signalétique fasciste aspirait pour la société qu'elle prétendait soumettre et remodeler. Si le charisme consiste en une circulation des aspirations entre une société et le chef, le dépouillement de toute détermination socio-culturelle devant la volonté de ce dernier lui reconnaît un pouvoir démiurgique qui fait des militants autant de reflets actifs de sa volonté omnipotente. »

⁵⁷ « La Garde de Fer : méthodes de mobilisation et d'encadrement », dans *Temps, espaces, langages, la Hongrie à la croisée des disciplines, Les Cahiers d'Études hongroises*, L'Harmattan, 2008, 2 volumes, vol.2, pp395-415.

⁵⁸ *Charisma, Politics and Violence : The Legion of the « Archangel Michael » in Inter-war Romania*, Trondheim Studies on East European Cultures & Societies, décembre 2004, 190pp.

aussi en roumain le livre de Mihai Chioveanu, *Fețele fascismului. Politică, ideologie și scrisul istoric în secolul XX* (Les visages du fascisme. Politique, idéologie et écriture historique au XX^e siècle)⁵⁹.

2/ Après la découverte des théories du « new consensus » sur le fascisme

La fréquentation du légionarisme m'avait accoutumé à une approche différenciée des droites politiques : j'avais intitulé l'introduction au volume paru en 2006 : « La question fasciste en Europe centre-orientale : l'entre déchirement des droites »⁶⁰. J'étais donc prêt à recevoir une définition qui approfondît la nature radicalement différente du phénomène fasciste des autres types d'idéologies, de mouvements, de représentations et de pratiques de droite, et ce malgré des références communes avouées et explicites. La précision et le développement du caractère totalitaire, révolutionnaire et populiste du fascisme par rapport aux droites conservatrices et même autoritaires étaient pleinement compatibles avec mes hypothèses et, en fait, mes premiers plans de rédaction d'un ouvrage sur le fascisme roumain. Toutefois, ces premiers projets comportaient une plus forte intégration entre analyse des idées politiques, recrutement social et processus de prise du pouvoir, car ils restaient inspirés par le modèle proposé par Pierre Milza.

Avec la découverte de la production de Roger Griffin – sur laquelle je reviendrai et qui articulait clairement ses théories avec celles d'Emilio Gentile et de Juan Linz déjà bien connues en France –, de Stanley Payne – davantage connu en France pour sa spécialité première du régime de Franco que pour sa production d'une définition du fascisme –, de Roger Eatwell – en retrait sur la question d'une définition générique du fascisme et plutôt tenté par un ancrage du fascisme dans la tradition politique nationale –, le plan de mon ouvrage autonomisa davantage les aspects idéologiques, tout en gardant néanmoins le lien avec la jeune génération radicale qui nourrissait idéologiquement et numériquement la Légion, cette dernière lui offrant en retour une structure d'encadrement de sa dynamique totalitaire au sein des nids et des autres associations gravitant autour d'elle.

J'invitai donc immédiatement certains de ces chercheurs à Paris lors d'un colloque tenu le 2 avril 2009, pour exposer leurs théories devant des collègues spécialistes de l'Europe

⁵⁹ Bucarest, Ed. Universității București, 2005, 369pp.

⁶⁰ Introduction générale au colloque tenu les 23 et 24 septembre 2005 à Paris, *La Périphérie du fascisme, spécification d'un modèle fasciste au sein de sociétés agraires ; le cas de l'Europe centrale entre les deux guerres*, actes édités par Catherine Horel, Traian Sandu et Fritz Taubert, chez L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2006.

centrale. Finalement, parmi les tenants du fascisme générique, Roger Griffin et Stanley Payne cautionnèrent la publication⁶¹ de leurs textes, ainsi que certains de leurs disciples spécialistes de la Légion, Mihai Chioveanu et Valentin Săndulescu, et Alexander Korb, qui a fini sa thèse sur l'Ustaša croate. D'autres historiens comme les deux Finlandais Vesa Vares et Ville Laamanen utilisent les spécialistes du fascisme générique, tandis que certains chercheurs comme le Hongrois Rudolf Paksa parviennent aux mêmes résultats qu'eux sur le racisme biologique au tournant du siècle mais par leurs propres voies, sans citer les émules de Roger Griffin spécialistes de « *biopolitics* » comme Marius Turda.

De ce colloque est sortie une collaboration plus suivie avec Roger Griffin, que mon Centre a invité comme conférencier lors d'une Université d'été organisée à Pécs en août 2009, et dont j'ai traduit un article sur le rapprochement des deux traditions historiographiques francophone et anglophone sur le fascisme qui doit paraître dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*⁶². L'apport le plus spectaculaire de Roger Griffin consiste en deux formules concises qui sont devenues sa « marque de fabrique » : le *nouveau consensus*⁶³ des historiens et des politistes sur la définition du fascisme, ainsi que sa propre définition du phénomène comme « forme palingénésique de nationalisme populiste »⁶⁴. La définition de la palingénésie – renaissance, régénération – selon Roger Griffin est « la tendance du fascisme vers la transformation et la mobilisation des masses »⁶⁵ : combinée au radicalisme de droite et à la tendance révolutionnaire à créer une société nouvelle grâce à la formation d'un homme nouveau dans ses cellules politiques, la palingénésie est définitoire du phénomène fasciste.

Mon insertion dans le débat consiste à présenter en France certaines de ces définitions génériques du fascisme, loin des polémiques sur la controverse autour de Zeev Sternhell et des origines françaises du fascisme⁶⁶ ou du débat sur les Croix de feu visées par le livre de Robert Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*⁶⁷, déjà

⁶¹ *Vers un profil convergent des fascismes ? « Nouveau consensus » et religion politique en Europe centrale*, Paris, L'Harmattan, 2010, 274pp.

⁶² Roger Griffin, « “Consensus ? Quel consensus ?” Perspectives pour une plus grande Entente entre études fascistes francophones et anglophones », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, à paraître.

⁶³ Griffin, « The Primacy of Culture: The Current Growth (or Manufacture) of Consensus within Fascist Studies », *Journal of Contemporary History* 37, 2002, pp21-43.

⁶⁴ Griffin, *The Nature of Fascism*, op.cit., p26: « a palingenetic form of populist nationalism ».

⁶⁵ Griffin, « “Consensus ? Quel consensus ?”... », op. cit..

⁶⁶ Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, Les origines françaises du fascisme*, Paris, Ed. du Seuil, 1978 et *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Ed. du Seuil, 1983.

⁶⁷ Paris, Éditions Autrement, 2004.

illustré dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* par un échange entre Michel Winock⁶⁸ et Robert Soucy⁶⁹. Dans son article, Roger Griffin s'y insère avec la volonté de répondre à l'appel lancé par Serge Berstein à mettre un terme au « dialogue de sourds » et à donner une définition du fascisme ; or l'historien français a notamment affirmé qu'« aucun argument neuf et décisif n'a été apporté au débat »⁷⁰, ce à quoi Roger Griffin répond par l'apport de la recherche anglophone, largement ignorée en France. Si cette attitude est due à une négligence envers les théories « pan-fascistes » – comme les appelle par dérision Michel Winock – pouvant prendre en écharpe les mouvements français de l'entre-deux-guerres, elle joue aussi au détriment de l'étude des droites d'autres espaces géographiques comme l'Europe centrale, qui auraient à gagner de l'ouverture à ces apports.

Les huit articles que j'ai rédigés à partir de 2008 se ressentent de l'influence des théories du fascisme produites par le monde anglophone. L'adoption de cette approche était d'autant plus complète et décidée que la palingénésie se présentait comme une clé de voûte ou une phase finale à un faisceau d'interprétations préexistantes chez moi comme la rupture révolutionnaire ou la religion politique.

Ainsi ce premier article sur l'idéologie légionnaire dont le titre quelque peu scolaire vaut programme : « De l'antisémitisme au fascisme en Roumanie ; naissance du Roumain nouveau régénéré par la révolution de droite »⁷¹. La conclusion insistait néanmoins sur la combinaison entre idéologie palingénésique et structures partisans qui lui offraient un cadre de concrétisation⁷². Ainsi, l'adhésion au *new consensus* culturaliste ne signifiait nullement l'oubli de l'approche plus traditionnelle d'histoire politique et sociale pour un phénomène dont la dynamique révolutionnaire tendait tout de même vers la prise du pouvoir grâce aux masses – certes transfigurées par l'idéal palingénésique – dans un espace politique précis. Mais l'histoire culturelle des jeunes intellectuels de la Légion, abordée jusque là à travers la

⁶⁸ Michel Winock, «Retour sur le fascisme français. La Rocque et les Croix-de-Feu», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 90, avril-juin 2006, p. 3-27.

⁶⁹ Robert Soucy, «La Rocque et le fascisme français. Réponse à Michel Winock», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 95, juillet-septembre 2007, p. 219-236. ; Michel Winock, «En lisant Robert Soucy. Sur La Rocque et les Croix-de-feu», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 95, juillet-septembre 2007, p. 237-242.

⁷⁰ Serge Berstein, 'Pour en finir avec un dialogue des sourds. À propos du fascisme français', *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 95, juillet-septembre 2007, p.244. My emphasis.

⁷¹ *Analele Universității București*, Année X, 2008, pp32-46.

⁷² « Lui seul [le chef charismatique] peut marquer la séparation entre les idées antisémites du vieux Cuza et le mouvement des jeunes fascistes assoiffés d'embrigadement ; lui seul peut signaler le passage de la révolte estudiantine initiée par Ion Moța à la révolution de l'homme nouveau qui n'est pas seulement sociale et antisémite, mais globale au sein de la contre-société des "nids", les cellules du Mouvement légionnaire. »

tension entre fondamentalisme orthodoxe d'Eliade et modernisme révolutionnaire de Cioran, recevait une solution à la fois logique et élégante grâce à la palingénèse⁷³.

En fait, l'ensemble des thèmes liés au phénomène fasciste reçut dès lors un traitement compatible avec ces nouvelles interprétations, y compris la manière d'aborder les transferts idéologiques transnationaux. Une telle analyse était d'autant plus aisée que les théories du *new consensus* postulent le caractère transnational et inter-période – donc au-delà de l'écroulement de 1945 – du phénomène. Dans un article sur l'influence de l'Action Française sur la Légion j'affirmais en introduction qu'« [a]lors que les historiens des groupes de droite s'intéressent à leur généalogie, à leur idéologie, à leur composition, aux réseaux d'influence dans la société civile dans laquelle ils sont ancrés, les historiens du fascisme se dirigent, dans leur ensemble, vers une approche culturaliste dite du "new consensus", qui souligne au contraire le caractère de rupture radicale introduite par les mouvements fascistes. Ils apparaissent comme de nouvelles religions politiques⁷⁴, des mouvements révolutionnaires dans leurs pratiques⁷⁵ et des idéologies modernistes promettant une renaissance des nations ainsi prises en mains⁷⁶. »⁷⁷ De même, une intervention dans un colloque à Berlin sur les idées et la politique des légionnaires envers la paysannerie⁷⁸ reçut un traitement similaire⁷⁹. Je

⁷³ « Mircea Eliade et Emil Cioran : fondamentalisme orthodoxe ou recentrage européen du fascisme périphérique roumain ? », dans Jean Bessière et Judit Maar, *Histoire de la littérature et jeux d'échange entre centres et périphéries, les identités relatives des littératures*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp141-150 : « Par la voie du christianisme oriental, Eliade parvenait ainsi aux mêmes conclusions de la révolution générationnelle de la jeunesse roumaine imposée à l'ensemble de la communauté nationale en vue d'une régénération dont la phraséologie passiste est trompeuse, tant les valeurs du passé invoquées ici étaient mythiques et renvoyaient en réalité à la révolution anthropologique de l'"homme nouveau" fasciste. (...) Ainsi se referme la boucle entamée par Cioran et Eliade, chacun partant d'un côté opposé et aboutissant au même point géométrique de la foi dans le chef fasciste charismatique destiné à transfigurer la Roumanie moderne. »

⁷⁴ Emilio Gentile, *La religion fasciste*, Paris, Perrin, 2002, 354 p. et *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2002, 528pp.

⁷⁵ George Mosse, *La Révolution fasciste*, Paris, Seuil, 2003, 269p.

⁷⁶ Roger Griffin, *Modernism and Fascism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007, 470pp.

⁷⁷ « De Charles Maurras à Lucien Rebatet : un alibi de droite français pour le fascisme roumain de la Garde de fer ? », dans *Le maurrassisme hors de France : réceptions, influences et transferts*, colloque organisé par Olivier Dard et Michel Grunewald à l'Université de Metz, les 15-16 mai 2008, Berne, Peter Lang, 2009, pp.169-191.

⁷⁸ « A Model of Fascism in European agrarian Peripheries. The Romanian case », dans *Transforming rural societies. Agrarian Property and Agrarianism in East Central Europe in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Dietmar Müller et Angela Harre (dir.), *Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes*, Studienverlag, 2010.

⁷⁹ Ibid. : « Les efforts visant à intégrer le monde rural roumain en retard dans la glorieuse et enthousiaste renaissance fasciste de la nation - afin d'utiliser les catégories du «nouveau consensus» sur le fascisme, et plus précisément celles de la palingénésie ou de renouvellement de Roger Griffin - ont été quelque peu délicats. C'est pourquoi la question a été discutée officiellement si tard par Codreanu. Il savait que la mobilisation politique antisystème sur la religion politique sécularisée et les mouvements paramilitaires a été essentiellement une attitude urbaine, tandis que le respect de la religion traditionnelle, des connaissances locales en faveur de la

participai à une future publication de Constantin Iordachi sur les fascismes centre-européens⁸⁰.

La publication du colloque du 2 avril 2009 un peu plus d'un an après vient étoffer ces premiers pas du *new consensus* en France. Dans sa préface, Stanley Payne indique d'un même mouvement la portée et les limites du modèle promu par le *new consensus* : « Certes, le fascisme au sens large ou générique n'est pas une "chose" en soi, et l'effort de Mussolini de créer une sorte d'internationale fasciste a complètement échoué. (...) Pour cela, le fascisme générique doit toujours être compris comme un simple modèle heuristique ou un idéal-type, à des fins de recherche, d'analyse et de définition. »⁸¹ Pourtant, s'il est juste que Hitler et Mussolini ne se sont pas beaucoup occupés de proposer des textes qui modèlent un fascisme européen, il n'en va pas de même des fascismes que j'ai situés à la périphérie en développement du continent – ce qui n'en fait pas des fascismes périphériques et « exotiques », mais bien, comme on a pu le constater dans le colloque publié en 2006, des fascismes appartenant à la définition générique du phénomène. Les grands fascismes des petites puissances étaient obligés de se définir par rapport aux régimes idéologiquement proches des grandes puissances, à la fois pour affirmer leur indépendance politique et pour en reconnaître bien volontiers la proximité idéologique. Dans la conclusion du colloque, reprenant un élément des propos conclusifs de Roger Eatwell durant le colloque d'avril 2009, je commentais ainsi la comparaison que Codreanu avait établie, à la suite de certains cadres et intellectuels légionnaires, entre nazisme raciste, fascisme étatiste et légionarisme spiritualiste : « Roger Eatwell souligne donc que Sima – et, en l'occurrence, Codreanu – "voyait plus de différences que de similitudes entre la Garde et le Fascisme" et que "le style [avait] plus en commun avec le Christianisme primitif qu'avec la religion politique".⁸² On peut néanmoins fournir, dans une optique *new consensus*, une interprétation radicalement inverse : Codreanu revendique dans *Pentru legionari/ La Garde de fer* le fond commun du fascisme générique ("je désire démontrer que les mouvements et les régimes nationalistes dans l'Europe actuelle, comme le mouvement légionnaire, le Fascisme, le National-socialisme, etc., ne sont ni

propagande d'homme à homme, mais aussi la forme plus moderne de la conquête nationaliste des enseignants de village pourrait apporter, dans un second temps, le succès de la campagne. » (ma traduction)

⁸⁰ « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen^o: historiographie et problématiques », dans Constantin Iordachi (dir.), *Fascism in East Central and Southeastern Europe: A Reappraisal*, Special Issue, *East Central Europe*, Volume 37 (2010) Nos. 2-3, BRILL.

⁸¹ Stanley Payne, préface à Traian Sandu (dir.), *Vers un profil convergent des fascismes ? « Nouveau consensus » et religion politique en Europe centrale*, Paris, L'Harmattan, 2010, p7. (ma traduction)

⁸² Roger Eatwell, "Is There a 'New Consensus' in Fascist Studies?", introduction au colloque organisé à Paris par le Centre Interuniversitaire d'Etudes Hongroises de Paris III Sorbonne Nouvelle le 2 avril 2009 et dont le présent volume regroupe les actes.

dictatoriaux, ni démocratiques”⁸³), mais l’ajuste selon la variable socioculturelle d’origine essentiellement développementaliste selon une logique inversement proportionnelle. »⁸⁴

J’ai donc développé, au sein du nouveau consensus, une explication de la typologie fournie par Codreanu dans laquelle la variable la plus primitive, la race, correspond au principe d’intégration fasciste du pays le plus développé, l’Allemagne, dont la société civile est la plus autonome par rapport à un État fédéral récent et a créé des mythes à base de racisme biologique portés par un tissu associatif prolifique au tournant du siècle, en attendant qu’ils soient massifiés, puis institutionnalisés par l’État-mouvement nazi. Moins développée, l’Italie fournit l’image de masses moins cultivées politiquement, donc moins totalement mobilisées par un fascisme qui a besoin de l’institutionnalisation étatique afin de faire face au dynamisme des ras au sein du mouvement, d’où l’insistance mussolinienne sur l’État. Enfin, le Mouvement légionnaire naît parmi la population estudiantine moderne d’un pays européen arriéré, périphérique, mais en voie de développement, dont la communication politique en vue de la massification doit encore passer par les vecteurs traditionnels de la religion et du sentiment monarchique pour atteindre une population majoritairement rurale encore soumise aux pouvoirs de l’Église et de l’État royal.

Cet élément de réponse apporté à la circonspection du préfacier et aux doutes du chercheur concluant le colloque confirme la valeur heuristique de la définition générique du fascisme, étayée par Codreanu lui-même.

Un autre reproche fait par Roger Eatwell à son collègue d’Oxford durant le colloque et sur lequel la documentation roumaine apporte des éclaircissements, vise l’aspect « *cultural turn* » de son collègue d’Oxford : « En outre, même parmi ceux qui prennent au sérieux l’idéologie fasciste, il y a des différences notables sur son contenu (par exemple, le rôle des idées économiques et la politique) et sur le rôle du leader et du parti, donc de l’organisation, et de l’importance de tout ceci dans la question théorique cruciale consistant à expliquer le soutien au fascisme. (...) Afin de bâtir une théorie de la montée du fascisme, nous devons aussi examiner beaucoup plus que le discours... »⁸⁵

Ma position à l’égard de ce reproche est double. D’une part, les racines culturelles de la crise spirituelle fin de siècle, qui est un des ferments ayant abouti au besoin de nouvelles

⁸³ Corneliu Zelea Codreanu, *Pentru legionari* (pour les légionnaires), Bucarest, 1936, utilisé dans sa traduction française : *La Garde de Fer*, Paris, Ed.Prométhée, 1972, 470pp., ici p.311

⁸⁴ « Conclusion : Un fascisme centre-européen harmonique au sein du *new consensus*, et au-delà : la « nouvelle vague » », *Vers un profil convergent des fascismes ?..., op. cit.*

⁸⁵ Propos conclusifs du colloque du 2 avril 2009.

certitudes et d'une nouvelle foi, se font sentir parmi les élites roumaines comme ailleurs en Europe et dans le monde et confortent les analyses culturalistes de Roger Griffin. Ainsi, je cite dans l'introduction générale⁸⁶ Nae Ionescu, le mentor de la jeune génération d'intellectuels dont une partie se rallia à la Légion, écrivit des pages très claires sur cette révolution spiritualiste anti-traditionaliste du tournant du siècle dont la jeune génération fit son miel avant la création de la Légion⁸⁷. Si je soutenais pleinement une telle approche, je ne pouvais pas non plus rester insensible aux critiques qui préconisaient une plus grande articulation avec le contexte socioéconomique, l'organisation et les politiques : « Si nous adhérons pleinement à une telle analyse (...) force est néanmoins de constater que les éléments de la synthèse fasciste supposent un certain degré de développement. (...) [Q]uel qu'ait été le talent de tel chef fasciste pour proposer une mixture idéologique hautement adaptée à tel corps social, il faut reconnaître que le but restant sa mobilisation massive, cette dernière est plus facile à réaliser auprès d'une société déjà concentrée géographiquement, habituée aux rassemblements et aux organisations de masse au nom de la nation. » Mais c'est en conclusion que je tentai de répondre d'un point de vue centre-européen à la fois aux critiques du *new consensus* au nom de la diversité des fascismes prétendument illustrée par les importants cas roumain, hongrois et croate, et aux insuffisances méthodologiques d'une théorie fondée sur le « tournant culturel » :

« Ce sont donc des phénomènes importants apparus dans des pays qui ne le sont pas sur la scène européenne, ce qui pose la question de la puissance internationale dans la définition d'un régime fasciste autonome, libre de diriger à volonté son dynamisme agressif en-dehors de toute soumission à une autre puissance, fût-elle fasciste – et à plus forte raison lorsqu'elle est fasciste, car comportant le risque de définition du fascisme autochtone comme

⁸⁶ « Le new consensus sur le fascisme est-il adapté à l'Europe centre-orientale ? Les voies du populisme révolutionnaire dans les sociétés traditionnelles », introduction générale au colloque *Vers un profil convergent des fascismes ?... op.cit.*, p22.

⁸⁷ « Tot despre "revoluție" » [Toujours à propos de "la révolution"], dans *Cuvântul* du 31 août 1931 : « Le premier symptôme de cette révolution spirituelle apparaît, selon mon impression, en France, déjà dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Car aussi bien l'impressionnisme en peinture ou en musique ne peut pas être jugé – dans son originalité absolue et sa nouveauté presque provocatrice – que comme un signe du nouveau monde spirituel. ... Mais ce n'est pas moins vrai que, depuis l'apparition du symbolisme et de l'impressionnisme français et jusqu'à aujourd'hui, dans toute la vie spirituelle de l'Europe abondent des formules nouvelles d'entendement et de création qui, aussi disparates qu'elles puissent être en apparence, n'encadrent pas moins une nouvelle structure spirituelle unitaire et cohérente. » »

« Peut-on encore dire, néanmoins, que manque la révolution dans les esprits qui préparera et assurera le succès de l'autre, politico-économique ? »

un fascisme “mineur”, alors qu’il s’agit d’un phénomène majeur dans un pays mineur sous tutelle. »⁸⁸

Mais les arguments du retard socioéconomique et de la faiblesse internationale jouent, en réalité, en faveur de l’approche *new consensus* – mais pas du *cultural turn* – car si le fascisme dans sa forme ouvertement révolutionnaire, palingénésique et de sacralisation du politique a pénétré même au sein de pays en développement, alors la confirmation de la définition du nouveau consensus est d’autant plus éclatante.

3/ Un nouvel ouvrage en état de publication

La Légion de l’Archange Michel/ Garde de Fer : la révolution fasciste dans une Roumanie en voie de modernisation (1919-1938) (485pp format word, Times new roman, police 12, interligne 1,5, à paraître aux Éditions Perrin en juin 2011 sous le titre : *Le Troisième fascisme : la Garde de fer en Roumanie*).

Au terme d’une introduction bibliographique et problématique qui fait le point sur le « légionarisme et [les] théories modernes du fascisme », je postule que la principale nouveauté de ce livre est de combiner la recherche dans les archives roumaines avec les théories modernes du fascisme, ce qu’aucun de mes talentueux prédécesseurs n’avaient fait. Armin Heinen avait trouvé les archives closes à la fin de la période Ceaușescu, tandis que Constantin Iordachi et Mihai Chioveanu ont choisi de procéder à un spectaculaire rattrapage historiographique en adaptant enfin l’interprétation de la Légion à la lumière des théories modernes du fascisme, mais sans faire appel à l’énorme documentation d’archive. J’ai ainsi vu 386 volumes, auxquels il faut ajouter les près de 1°800 pages de la série publiée sous la direction de Ioan Scurtu intitulée *Ideologie și formațiuni de dreapta în România* [Idéologie et formations de droite en Roumanie] à l’Institut national pour l’étude du totalitarisme.

Le plan d’étude adopté comporte une longue première partie transversale, consacrée à la définition du fascisme roumain à travers ses idées, son organisation et les résultats en matière de pénétration sociale. La première section est consacrée au « complexe socio-idéologique du fascisme légionnaire », refusant de distinguer les deux composantes,

⁸⁸ « Conclusion : Un fascisme centre-européen harmonique au sein du *new consensus*, et au-delà : la « nouvelle vague » », *Vers un profil convergent des fascismes ?...*, *op. cit.*, pp261-262.

doctrinaire et générationnelle – donc contextuelle, située au lendemain du choc de la guerre mondiale –, de l'émergence du nationalisme radical, révolutionnaire et palingénésique de droite. Toutefois, la médiocre et néanmoins charismatique personnalité de Codreanu est essentielle, de l'aveu même de ses lieutenants souvent bien plus capables que lui et tout aussi violents comme Ion Moța, mais ayant raté le tournant de l'organisation de la dynamique estudiantine palingénésique sous la forme d'un mouvement structuré autour d'une personnalité charismatique. Ce n'est qu'ensuite que j'aborde le projet politique des zéloteurs, la « coterie » évoquée par Roger Eatwell dans sa construction du chef charismatique. Partant des rejets de la génération précédente de la guerre, des juifs bien implantés dans les métiers urbains, de l'arriération difficile à mobiliser des masses paysannes, et de la classe politique corrompue, j'en arrive à considérer ensuite le projet idéologique fondamentaliste, moderniste et raciste, puis le rôle à la fois idéologique et fonctionnel joué par la violence dans la cohésion des fidèles et dans le recrutement social. Enfin, je clos ce développement avec la clé de voûte que représente le passage « de la religion traditionnelle à la religion politique ». « Les idées politiques de Codreanu » interprétées à partir de ses écrits canoniques mettent l'accent sur l'alchimie du succès fasciste, sur l'entrecroisement d'idées souvent empruntées au fonds européen réactionnaire et autochtoniste, transfiguré par la radicalité et l'extension impérative aux masses qui en modifient la nature – le sous titre de la section est d'ailleurs : « la Légion comme École » –, avant d'aborder chronologiquement le développement de cette idéologie liée à l'organisation de l'embrigadement des esprits et des corps, avec en ligne de mire le futur régime totalitaire et élitiste à la fois.

La deuxième section de cette partie est consacrée au « complexe organisationnel du légionarisme », qui comporte un maillage territorial si complexe et développé en vue de mobiliser une société rurale dispersée et aux communications faibles. Elle comprend notamment une analyse des élites légionnaires et de la dynamique de leur renouvellement, qui explique en partie les tensions au sein de la direction du mouvement, malgré les affirmations idéologiques de son monolithisme infrangible. La principale partie de la section porte sur « le nid comme nouvelle Église », donc sur la cellule politique d'endoctrinement politique des militants – que j'intitule, en raison de l'activisme pratiqué au sein des nids, « une idéologie en situation ». C'est dans ce cadre en effet que je développe les rituels, les organisations – notamment des camps de travail d'utilité publique – et le nouvel univers symbolique du légionnaire venant en remplacement du monde ancien précédent. À cette section est rattachée l'essentielle question du financement, dont il faut retenir la nature duale entre la perception

d'une taxe régulière sur les militants lors des réunions hebdomadaires des nids assurant l'indépendance et la mobilisation financières du mouvement, et les subventions dont certains financiers et hommes politiques gratifièrent la façade politique qu'ils espéraient intégrer relativement au jeu politique traditionnel – indispensable pour une prise du pouvoir sans guerre civile révolutionnaire. Cela renvoie au dualisme entre Légion de l'Archange Michel (mouvement d'embrigadement) et Garde de fer (façade politique), analysé peu après. Cette section comprend aussi la description de deux cadres hors du nid où se déroule l'activisme légionnaire : le train, lieu indispensable de communication moderne entre le Centre de commandement iassote, puis bucarestois, et la province – afin de rétablir la reprise en main *top down* de la dynamique *bottom up* de la création des nids –, lieu aussi de la violence antisémite et antisystème. Enfin, les congrès estudiantins sont la meilleure réplique roumaine des « grandes messes fascistes ».

La troisième section de cette partie porte sur la prise du pouvoir et ses techniques. J'aborde en premier les moyens de la « massification et [du] recrutement » militant, pour étudier ensuite « la méthode : [la] révolution, [combinée aux] élections », l'ensemble générant une « socialisation politique » *sui generis* combinant violence et électoralisme. Le résultat final est une « socio-géographie militante et électorale » particulière, que je n'aborde pas à partir des résultats électoraux qui donnent une image de l'opinion et du corps électoral – travail brillamment réalisé par Armin Heinen –, mais à partir de l'important et frustrant tableau des militants subversifs par département et par catégories socioprofessionnelles, que je mets en regard des résultats électoraux de décembre 1937, où le parti Tout pour le pays couvrait l'ensemble du territoire. Il en ressort ce que j'appelle une image dynamique de la « rentabilité militante », c'est-à-dire du nombre d'électeurs que chaque militant légionnaire entraînaux urnes selon le degré d'urbanisation de la région et selon le taux d'encadrement « intellectuel » – selon la nomenclature du tableau – ou plutôt traditionnel – catégorie obtenue en additionnant les prêtres et les instituteurs, fréquemment encadrés dans la Légion en milieu rural.

La deuxième partie du manuscrit est consacrée à l'activité de la jeune génération ultranationaliste avant la création de la Légion en 1927. Le principal enseignement qui en est tiré est l'« [i]mpossible accueil de la dynamique fasciste dans les organisations traditionnelles ». En effet, la violence sectaire à ses début, puis limitée au mouvement étudiant – dont l'aile radicale ne conquiert pas immédiatement les plus de vingt mille membres comme à

la fin des années trente –ne séduisait qu’une forte minorité d’étudiants dans les quatre centres universitaires de Iași – avec Codreanu –, de Cluj – avec Ion Moța –, de Bucarest ou de Cernăuți. La première section s’arrête à la veille de la création de la Ligue de Défense nationale chrétienne (*Liga Apărării național creștine*, LANC) en mars 1923, dont l’aile jeune était dirigée par Codreanu. Cette première consécration correspond à la victoire de la dimension organisationnelle étendue à l’ensemble de la société – après le « voyage d’étude » de Codreanu en Allemagne d’où il est rentré à juste titre persuadé de la prééminence de la structure pour canaliser le potentiel social de mobilisation –sur la composante idéologique et étroitement estudiantine d’un Moța.

Dès lors, la marche vers la mainmise sur la LANC au détriment des aînés passa par la construction du « charisme par la violence du couple Moța – Codreanu (...) [grâce aux] attentats de 1923-1924 », donc grâce à la violence contre le régime clientéliste du Parti national libéral du clan Brătianu, qui ne parvenait pas à insérer la Roumanie dans la reprise timide de la prospérité européenne. L’« acquittement après l’assassinat du préfet Manciu » en 1925 a contribué à l’énorme popularité de Codreanu, qui s’est dès lors permis de pousser à l’éclatement de la Ligue, qui aboutit à la création de la Légion de l’Archange Michel en juin 1927.

La troisième partie enregistre le passage « de la secte au mouvement fasciste » entre 1927 et 1933, grâce à l’extension du système des cellules locales (les « nids »), à la création de la façade politique de la Garde de fer et à la propagande dans les campagnes et dans les villes. En effet, si durant les deux premières années la Légion peaufina ses arguments doctrinaux et dut utiliser les mêmes méthodes violentes que l’aile jeune de la LANC pour refaire la popularité perdue avec l’abandon de l’organisation de la Ligue, la crise politique qui accompagna l’arrivée au pouvoir des Nationaux paysans en remplacement des Nationaux libéraux permit à Codreanu de prendre modèle sur ce type de prise du pouvoir à la suite d’un mouvement de masse. La crise multiforme de la fin de l’année 1929 accompagna la décision de cesser, en théorie, les actions directes violentes et de procéder à la massification du mouvement. Si l’abandon de l’action directe fut un vœu pieux, le succès fut néanmoins au rendez-vous, ce qui attira à la Légion la sympathie intéressée d’hommes politiques de droite et de généreux hommes d’affaires qui comptaient les utiliser contre les partis de gauche et les syndicats. L’arrivée au pouvoir de Hitler représenta un encouragement et, pour les organes de

l'État, un point de comparaison pertinent dans la nature du mouvement auquel ils avaient à faire.

La quatrième et dernière partie décrit le jeu délicat d'un mouvement - parti de masse totalitaire dans le paysage politique traditionnel bouleversé par la tendance autoritaire du roi et l'exigence de Berlin de regroupement à droite (1934-1938). L'interdiction, accompagnée d'une dure répression, par le gouvernement Duca pour rassurer les puissances de tutelle occidentales et enrayer la progression du mouvement fasciste en Roumanie aboutit à l'assassinat du Premier ministre à la fin de décembre 1933. La crise liée au procès et au maintien hors-la-loi de la Légion fut de courte durée : elle recommença à fonctionner *de facto* dès la fin du printemps 1934, avec l'acquiescement des leaders légionnaires accusés de complicité morale dans l'assassinat. L'habitude de fonctionner dans la clandestinité et le secret relatif de l'organisation lui permirent de résister au choc, en attendant le retour à la légalité de la façade politique reformée sous le nom de parti Tout pour le pays et à une popularité antisystème que lui offrait l'opinion d'une société en voie de sortie de crise. Le choc ne fut d'ailleurs pas trop rude, en raison notamment de la complaisance ambiguë à leur égard du roi Carol, satisfait de se voir débarrassé d'un ancien ennemi politique capable de résister à un régime monarchique autoritaire, par un allié objectif qui risquait d'être à la fois plus dangereux, car violent et totalitaire dans son aspiration au pouvoir, et plus fragile, pour la même raison qui facilitait son éventuelle répression. La Légion pouvait-elle se permettre de refuser l'instrumentation de Carol et de Hitler ? Après le basculement international de 1936, marqué par la remilitarisation de la Rhénanie et la démission consécutive de Nicolae Titulescu dont la politique visait l'intégration de la Roumanie à l'axe stratégique Paris-Moscou, le pouvoir pouvait-il se permettre l'autonomisation croissante d'une Légion à la popularité grandissante et qui intéressait de plus en plus l'Allemagne ? La rupture violente avec la droite autoritaire manipulée par le roi et le basculement dans l'alliance avec l'opposition démocratique de droite modérée de Iuliu Maniu reçurent à la fois leur consécration et l'arrêt de mort de la Légion et de Codreanu lors du succès électoral de décembre 1937.

B/ La poursuite des publications en relations internationales du premier XXe siècle

Après la soutenance de la thèse, des collègues ont continué à me proposer de publier des articles sur son sujet. Certains portaient strictement sur des aspects de sécurité : j'ai participé à un grand colloque international intitulé : *Bâtir une nouvelle sécurité, La Coopération militaire de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale dans les années 1920*⁸⁹ ; j'ai donné un article à une revue de jeunes chercheurs⁹⁰ ; puis j'ai organisé une table ronde en 2004 sur la question des historiographies française et centre-européennes à l'égard de la sécurité entre les deux guerres dans lequel je faisais la transition entre mes recherches sur la sécurité et sur le fascisme⁹¹. Jacques Bariéty m'a confié le « [t]ableau géostratégique de l'Europe au lendemain de Locarno », dans le grand colloque international organisé par le Quai d'Orsay à la Sorbonne en septembre 2005 sur Aristide Briand⁹². Par un article complémentaire de ma thèse, j'en poursuivis la problématique pour la période 1933-1937, enregistrant ainsi l'échec de la France à faire de la Roumanie un pont pour l'Armée rouge après avoir échoué à un faire une articulation utile dans son système centre-européen dans les années vingt⁹³. Les chercheurs hongrois ou étudiant la Hongrie avec lesquels je suis en contact en raison de la personnalité de ma directrice de recherches et de mes fonctions au Centre interuniversitaire d'études hongroises et finlandaises (CIEH&CIEFi), s'intéressent à l'organisation des États successeurs de l'ancienne monarchie danubienne entre les deux guerres et m'ont demandé, notamment à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire du traité de Trianon plusieurs interventions sur le sujet⁹⁴. Par ailleurs, ma coopération avec mes

⁸⁹ « La Roumanie dans le dispositif de sécurité français dans les années 1920 », actes du colloque international organisé à Paris les 2-4 décembre 1999 par le C.E.H.D. et par le S.H.A.T., *Bâtir une nouvelle sécurité, La Coopération militaire de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale dans les années 1920*, publié au Château de Vincennes, 2001, 705pp, pp467-481.

⁹⁰ « La longue marche vers le traité franco-roumain de 1926 : alliance d'un système de revers, réassurance à Locarno ou texte de circonstance ? », dans *Images et intérêts, la France et l'Europe médiane au XX^e siècle*, n° spécial du *Valahian Journal of Historical Studies*, Turku, Finlande, 2005. Texte repris par *Revista institutului diplomatic român*, semestre I, 2007, pp188-200.

⁹¹ Traian Sandu, *Illusions de puissance, puissance de l'illusion, historiographies et histoire de l'Europe centrale dans les relations internationales entre les deux guerres*, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2005, 292pp.

⁹² « Tableau géostratégique de l'Europe au lendemain de Locarno », dans Jacques Bariéty (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2007, 542pp, pp106-116.

⁹³ « La Roumanie sur l'axe Paris Moscou, 1933-1937 : sécurité européenne et coopération militaire », dans Bonneville-de Gayffier, Anne-Claire (dir.), actes des journées d'étude *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers d'Histoire de Saint Cyr-Coëtquidan* n°1, 2004, pp249-267.

⁹⁴ « La Roumanie dans les plans d'intégration européenne des années vingt : entre intérêt national et émergence d'une conscience européenne », *Öt Kontinens*, revue de l'Université Eötvös Lorand de Budapest, 2005, pp31-52 ; « Amender Trianon sous le choc de la Grande Dépression : la Roumanie entre sujet et objet des plans

collègues serbes de l'Académie des Sciences de Belgrade continue sous la forme de participations à des colloques sur les relations roumano-serbes ou la politique des minorités dont les actes sont publiés⁹⁵. Enfin, j'ai prolongé ma période de recherche à la Deuxième Guerre mondiale en utilisant les archives roumaines publiées, avec une intervention portant sur le rôle du révisionnisme territorial, et notamment transylvain, dans les relations entre la Roumanie et l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale⁹⁶.

Ces participations ne sont pas de simples rappels de ma recherche doctorale. Outre qu'elles m'obligent à me tenir au courant des nouvelles recherches sur mes anciennes problématiques – avec le plaisir parfois de constater la confirmation de mes conclusions chez de talentueux collègues⁹⁷ –, je combine anciennes et nouvelles recherches dans certains chapitres ou articles consacrés soit aux transferts idéologiques – comme dans les articles cités ci-dessus portant sur les influences croisées du fascisme italien et de l'Action française sur la Légion –, soit à l'influence de l'idéologie sur la prise de décision en politique étrangère – comme, entre autres, l'article sur la politique d'Antonescu durant la Deuxième Guerre mondiale –, soit pour utiliser la question de l'indépendance des mouvements fascistes des petites puissances par rapport à leurs congénères des grandes puissances comme témoignage de leur caractère autochtone – comme l'article du colloque *Illusions de puissance, puissance de l'illusion*⁹⁸. Pour le programme de l'agrégation 2005 – la question de contemporaine portant sur « guerre et société » –, j'ai aussi participé à un volume organisé par des enseignants de l'université de Rennes et de l'École de Saint-Cyr⁹⁹, où j'ai aussi donné une conférence et participé à l'encadrement d'un mémoire sur « Extrême droite roumaine et positionnement international dans les années trente ».

d'intégration durant la crise de 1929-1932 », dans *Conceptions sur l'État et la nation dans le bassin des Carpates depuis Trianon*, colloque co-organisé par l'Académie hongroise des Sciences et l'Institut français de Budapest les 3 et 4 juin 2010 (à paraître) ; « Trianon dans l'historiographie roumaine, continuité et distorsions d'une préoccupation nationale », dans *Des mémoires réconciliées ? Le Traité de Trianon 90 ans après*, organisé par Catherine Horel au Sénat avec l'Association des amis de l'Institut hongrois de Paris le 11 juin 2010 (à paraître).

⁹⁵ « Les relations roumano-serbes et la question du Banat durant la Première Guerre mondiale », dans *Balkanica*, XXXVII, Belgrade, 2006, pp241-246 ; « La politique roumaine des minorités dans l'entre-deux-guerres : entre pression nationaliste et protection internationale », dans *Histoire comparée des politiques minoritaires des États balkaniques aux XIX et XX siècles*, colloque organisé par Vojislav Pavlović et Dusan Bataković à l'Institut d'études balkaniques de Belgrade les 24-25 octobre 2008 (à paraître).

⁹⁶ « The Iron Guard and Antonescu's Regime Revisionism – The Transylvanian Syndrom », Actes du colloque *Social Actors, Practices and Conceptions of Revisionist Politics in Europe, 1938-45* tenu à Berne les 10-12 septembre 2009 sous la direction de Marina Cattaruzza et Dieter Langewiesche.

⁹⁷ Isabelle Davion, « La France entre Prague et Varsovie de 1919 à 1939 : du triangle stratégique au triangle des solitudes », dans Traian Sandu, *Illusion de puissance...*, *op. cit.*, pp163-178.

⁹⁸ « Le renouvellement de l'histoire politique roumaine de l'entre-deux-guerres », pp67-84.

⁹⁹ En collaboration avec Vojislav Pavlović, « Guerre et société en Hongrie, Yougoslavie et Roumanie, 1911-1946 », *Cahiers d'Histoire de Saint Cyr-Coëtquidan* n°2, Paris, L'Harmattan, mars 2005, pp. 49-74.

III – Enseignement et participation à la vie d'un centre

A/ Participation à la gestion d'un centre de recherche pluridisciplinaire

J'occupe depuis 2002 un poste de professeur agrégé au Centre interuniversitaire d'Études hongroises (CIEH), ayant depuis peu retrouvé son extension finnoise (CIEH&CIEFi) en raison de sa dominante en linguistique finno-ougrienne initiale. En réalité, son ambition est de couvrir l'ensemble de l'« Europe intermédiaire » (voir plus loin ma définition de cet espace). Outre mes activités scientifiques et d'enseignement, j'ai donc participé à la gestion quotidienne d'un centre de taille réduite (quatre chercheurs à plein temps, une bibliothécaire et une secrétaire), qui exige donc la multifonctionnalité, ainsi qu'à la rédaction de plusieurs programmes scientifiques pluridisciplinaires et de son projet principal.

1/ Le programme « centre-périphérie »

Depuis 2008, je suis co-responsable avec le directeur, M. le Professeur Patrick Renaud, du programme *Ouest-est : dynamiques centre-périphérie entre les deux moitiés du continent. Des regards pluridisciplinaires*. Ce projet étalé sur trois ans (2008-2011), qui a reçu un financement de 40°000 euros de la part de la Région Île-de-France et de 3 fois 20°000 euros de la part de la Visegrad International Foundation (VIF), rassemble quelque quatre-vingt chercheurs – dont nombre d'entre eux appartiennent à des universités avec lesquelles mon centre a noué des relations institutionnelles. Son but est une approche du clivage « centre-périphérie » à échelle continentale, afin de vérifier grâce à ce critère le degré d'intégration européenne, par des équipes pluridisciplinaires de jeunes chercheurs encadrés par des directeurs de recherche de disciplines également différentes. Le thème fédérateur des transferts entre les deux moitiés de l'Europe interroge les disciplines sur l'état de leurs recherches et sur leurs propres méthodes dans l'appréhension des décalages-rattrapages-transferts sur le continent. Le point sur les contenus disciplinaires doit s'accompagner d'une interrogation épistémologique constante.

Le cœur scientifique du projet consiste à croiser le clivage centre-périphérie de Stein Rokkan étendue au-delà d'un espace national, avec la théorie de l'Europe tripartite de Jenő Szücs, l'ensemble soumis à une interrogation pluridisciplinaire. Les contenus est-ouest

développés au CIEH semblaient favoriser la relation centre-périphérie, car ce clivage spatial détermine tous les autres chez Stein Rokkan : au-delà même du balancier politico-militaire très ample et des messianismes afférents qui ont amené les croisés des deux parties du continent très loin sur l'autre bord, cet axe est-ouest est l'axe du développement industrialo-commercial, qui a placé le centre de gravité du continent à l'ouest, érigé dès lors comme modèle dans les relations est-ouest et comme déterminant dans les rapports sociopolitiques représentées par les autres clivages (Église/État, employeur/employé et ville/campagne). Le poids des traditionalismes religieux, agraire et rural s'accroît progressivement vers l'est et marque de son empreinte régimes politiques, systèmes des partis et culture en général.

C'est un Hongrois, Jenő Szücs, dont j'ai apprécié le bref mais suggestif ouvrage *Les trois Europes*¹⁰⁰ – préfacé par Braudel – il y a vingt ans déjà, qui a rempli d'un contenu historique ce modèle politologique grâce à sa tripartition de l'Europe. Son critère discriminant relève plutôt du clivage Église/État, avec l'autonomisation de la sphère politico-sociale civile par rapport à la transcendance divine, mais il reçoit immédiatement une transcription spatiale dans *Les trois Europes*. À l'ouest, la sécularisation débouche sur la liberté de parole, le développement de l'esprit critique et d'initiative de la société civile mais aussi, avec la laïcisation et le développement de l'État post-westphalien, sur la divinisation de la raison de l'État national, la mobilisation des masses au nom de valeurs politiques communes et sur tous les excès impériaux et totalitaires des nouvelles religions politiques. En Europe centrale, le clivage rokkanien nous introduit au cœur de l'ambiguïté dans l'espace européen. L'esprit et la pratique de la liberté n'auraient pénétré au sein de la société centre-européenne qu'au niveau des seules et pléthoriques élites nobiliaires, livrant une population essentiellement agraire aux prises avec un premier servage tardif et dur, laissant les activités urbaines aux minorités nationales (allemands, juifs, minorités balkaniques) et livrant l'institution étatique privée de son assise bourgeoise-libérale au bon vouloir d'une noblesse pléthorique. L'Europe orientale correspond chez Szücs aux grands empires césaro-papistes, où l'absence de liberté politique et la prédominance durable de l'agriculture n'ont pas empêché l'émergence de grandes puissances, qui tenaient par l'autorité quasi-religieuse du pouvoir politique et la brutalité de ses méthodes.

L'organisation du programme s'est faite en quatre temps. Dans un premier temps, une rencontre de 2 jours a eu lieu à Budapest à l'Université Corvinus (*kick off conference*) pour

¹⁰⁰ L'Harmattan, 1985, 128pp, préface de Fernand Braudel.

définir des *thèmes transdisciplinaires* et une méthode interdisciplinaire. On y a formé les groupes interdisciplinaires susceptibles de cerner ces thèmes (chaque discipline déléguant un représentant dans chaque atelier, avec 2 modérateurs par groupe, un français et un étranger, en vue de co-tutelles de thèse). Ces approches correspondent à la fois à des recherches approfondies (doctorat) et à une capacité de chacun des intervenants à intégrer des méthodes pouvant paraître hétérodoxes dans l'approche de son sujet.

Dans un second temps a eu lieu un travail de recherche en réseau au sein des groupes et d'échange électronique des résultats. La coordination a été assurée par les membres du CIEH et les chercheurs qui y sont associés. Certains ateliers ont bénéficié de mobilités durant cette phase pour des recherches et des rencontres au sein du groupe. Une Université d'été à Pécs (août 2009) a eu un contenu méthodologique sur l'interdisciplinarité. Notre centre a invité trois conférenciers réputés, dont Roger Griffin, pour traiter de l'utilisation de la méthode interdisciplinaire et de la pertinence de la relation centre-périphérie dans leur champ de recherche. Elle rassembla quelque quatre-vingt participants pendant une semaine, qui travaillèrent dans dix ateliers interdisciplinaires autour d'un objet de recherche commun. Les productions fournies à l'issue de l'Université d'été sous forme de rapports par équipe et d'une quarantaine d'articles d'une partie des participants restent marquées par les objets d'études choisis en commun et déjà traités, pour certains d'entre eux, dans une perspective interdisciplinaire. Je me suis moi-même inséré dans une équipe comprenant trois linguistes, une juriste et un politologue pour y étudier « certains objets que les disciplines considèrent traditionnellement comme périphériques, et d'apprécier la validité de cette démarche quant à une approche renouvelée des grands récits de légitimations politiques, transmetteurs privilégiés des "visions du monde" de la (ou des) Modernité(s) ».

En août 2010 mon centre a organisé un colloque d'une semaine à Cracovie : après l'approche interdisciplinaire du clivage « centre-périphérie », la nouvelle étape portait sur l'interdisciplinarité comme méthode : sa pratique empirique durant la première année du programme au sein d'une équipe devait aboutir cette année à un colloque où chacun des participants présentait sa mise en œuvre pratique de l'interdisciplinarité devant la communauté du programme Centre-Périphérie – invitée à interroger la capacité d'intégration et le risque de dispersion heuristique des méthodes adoptées. Au vu du contexte international, le colloque de Cracovie a eu pour thématique disciplinaire imposée la transition économique dans l'espace de l'Europe intermédiaire et fut ainsi l'occasion de confronter les pratiques interdisciplinaires avec le monde de l'entreprise considéré comme espace d'expérimentation.

Enfin, en 2011 aura lieu un colloque général sur deux jours à Paris (Institut Hongrois de Paris). Il fera le point sur les divers thèmes au sein d'ateliers, puis présenterait en séance plénière les résultats à l'ensemble de la communauté, invitée à croiser les thèmes et les méthodes.

2/ Le projet de recherche du CIEH&CIEFi et les activités d'intégration afférentes

Ce projet dont j'ai rédigé la section « objet » d'étude sur l'Europe centrale définie largement¹⁰¹ a pour but à la fois de donner une cohérence accrue aux projets personnels des chercheurs-membres et de nous rapprocher de l'équipe ICEE – Intégration et coopération dans l'espace européen, EA 2291 (ED 514 - EDEAGE - Études Anglophones, Germanophones et Européennes) – dont je suis également membre en tant que chercheur en sciences humaines. J'y trouve toujours un environnement pluridisciplinaire, mais davantage centré sur les sciences humaines – histoire, sciences politiques, droit et économie, et je peux ainsi fournir une transition avec mon centre davantage tourné vers la littérature et la linguistique.

La nouvelle définition, large, de l'Europe « intermédiaire » comprise entre espaces germanique et russe, avait pour but de compléter les compétences des spécialistes de l'Europe occidentale et de la relation transatlantique de l'ICEE par une meilleure connaissance des nouveaux membres de l'Union européenne grâce aux spécialistes du CIEH&CIEFi. Partant de la définition des trois Europes de Szücs – toutes trois représentées dans l'Europe intermédiaire mais seule l'Europe centrale englobée totalement – et des réflexions récentes sur l'Europe centrale¹⁰², je montrai que la gestion de cette Europe des petits États par les différentes autorités centrales prit alors des formes de gouvernance mixtes qui paraissent aujourd'hui particulièrement modernes avec la construction européenne. Le mélange d'autorité centrale souvent impulsée de Vienne et de relative autonomie des pays ou provinces historiques aux niveaux de développement très hétérogènes fait selon Pufendorf de l'Empire germanique ce

¹⁰¹ « L'EUROPE INTERMÉDIAIRE DANS L'ESPACE CONTINENTAL, UN OBJET PROBLÉMATIQUE : Variable d'ajustement géopolitique, laboratoire retardé de gouvernance et creuset de modernité culturelle ? Une approche interdisciplinaire »

¹⁰² Voir la deuxième partie du livre de Catherine HOREL, *Cette Europe qu'on dit centrale, des Habsbourg à l'intégration européenne, 1815-2004*, Paris, Beauchesne, 2009, 483pp.

« *monstrum* » politique que rappelle Thomas Nipperdey¹⁰³, combinant principes fédératifs et confédéraux, ces derniers issus de l'éclatement westphalien. À la fin du siècle, le fédéralisme, l'extension donc du dualisme austro-hongrois à l'ensemble des peuples, trouva sa place dans les projets élaborés autour de l'archiduc et successeur au trône François-Ferdinand dans son groupe du Belvédère. Cet ensemble de facteurs a toujours créé une tension fertile entre principes centraliste, fédéral et tentation indépendantiste sporadique, générant des arbitrages et des solutions dont la mixité pourrait aussi inspirer les réflexions constitutionnalistes sur le « monstre politique » qu'est la construction européenne actuelle. Le « patriotisme d'Empire », même mutilé par les traités de Westphalie, était encore présent dans l'espace public germanique d'avant 1806 et pourrait aussi refléter, à rebours de la formation des patriotismes nationaux modernes auxquels il se superposerait sans les remplacer, la formation d'un espace public et d'un « patriotisme » européens.

Cette réflexion était destinée à intéresser les juristes de l'ICEE spécialistes de droit constitutionnel et des idées politiques en vue d'une coopération combinant réflexion juridique fondamentale, situation géopolitique, rapports de force historiques et prospective de construction européenne.

3/ Quelques coopérations pluridisciplinaires concrètes

Les colloques jeunes chercheurs que j'ai organisés et dont j'ai publié les actes sont tous des manifestations pluridisciplinaires en raison de la diversité des doctorants que j'encadrais. Par ailleurs, je renvoie à la description de mes articles sur le fascisme proposés lors de colloques à dominante littéraire pour illustrer ma coopération avec la directrice adjointe de mon centre, Judit Maar. Ses propres projets d'histoire littéraire et ses recherches sur des thématiques croisant histoire et littérature m'ont permis d'y participer.

La première manifestation pluridisciplinaire d'ampleur organisée par le centre a été, les 14-16 décembre 2006, un grand colloque international pluridisciplinaire : *Temps, espaces, langages, la Hongrie à la croisée des disciplines*, à l'organisation duquel j'ai participé en présidant notamment la conférence plénière d'histoire de l'académicien Ignac Romsics – avec qui j'avais noué des liens professionnels cordiaux, tout comme avec le professeur Francesco

¹⁰³ Thomas Nipperdey, « Le fédéralisme dans l'histoire allemande », dans *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, 353pp, p94.

Guida, actuellement doyen de Rome III, lors de mon colloque *Illusions de puissance, puissance de l'illusion...* et qui ont tous deux participé à trois manifestations que j'ai (co-)organisées, dont *Temps, espaces, langages...*, et *La Périphérie du fascisme...* – et la présentation de l'atelier des jeunes chercheurs dirigés par le professeur Élisabeth du Réau. J'ai co-rédigé avec les professeurs Judit Maar et Patrick Renaud l'*Introduction générale* aux deux volumes reprenant les actes du colloque sous le même titre¹⁰⁴.

Avec Judit Maar, nous co-organisons pour le mois de décembre un colloque interdisciplinaire portant sur les « Paysages en dialogue : espaces et temporalités entre centres et périphéries européennes ». Ma proposition d'intervention relevait de mes problématiques, avec l'imaginaire légionnaire d'une « Roumanie debout » après la renaissance au sein des structures de la Légion. Pour y accéder, j'avais proposé un argumentaire pouvant agréger un certain nombre de disciplines capables d'y dialoguer tout en constituant le paysage en objet de l'imaginaire national susceptible de manipulation politique.

En effet, les deux versants du romantisme, l'exaltation du moi et l'aspiration à la fusion et à l'émancipation nationales, ont assigné deux rôles apparemment contradictoires au paysage : le reflet du moi d'un créateur isolé et ombrageux cultivant son individualisme en marge de la société d'une part, et le symbole central de l'« âme de tout un peuple » d'autre part lors de l'avènement des nations modernes. Ce statut représente en fait les deux volets de la même conception projective d'une valeur d'exception, individuelle ou collective.

La conscience du caractère construit de ces images et de cette sensibilité commune désormais ancrées amène à un double mouvement en rapport avec leur centralité impossible à évacuer. D'une part, leur déconstruction exhibe les coutures de la fabrique des sensibilités, en intégrant l'acte et la fonction (paysagiste, rôle de conservatoire du paysage assigné aux paysans « postmodernes »), d'autre part, leur enracinement profond les impose désormais grâce à une dynamique propre, parfois sous forme de palimpseste et de citation.

La rédaction de l'*Histoire de la Roumanie*¹⁰⁵ publiée en 2008 m'a amené à une réflexion d'ensemble sur les dynamiques entre légitimation et exercice intérieurs du pouvoir et dominations des puissances de tutelle extérieures. J'ai ainsi conclu que la dynamique de la

¹⁰⁴ En collaboration avec Judit Maar et Patrick Renaud, *Introduction générale* de *Temps, espaces, langages, la Hongrie à la croisée des disciplines*, L'Harmattan, *Les Cahiers d'Études hongroises*, 2 volumes, mai 2008, vol.1, p.7-15.

¹⁰⁵ Paris, Perrin, 2008, 435 pp.

domination extérieure dans les pays roumains semble correspondre à un cycle déterminé par les rapports de force entre puissances plus ou moins proches de cette zone tampon. À la dispute entre puissances pour la domination succédait l'imposition dure d'un régime sous tutelle en vue de consolider l'influence et d'en tirer profit. Avec le temps, le relâchement de la tutelle et la recherche par les élites locales d'une légitimité propre s'accompagnait de tensions avec la puissance dominante, donc de recherche d'un contrepoids à l'extérieur avec lequel jouer la bascule. Selon l'évolution des rapports de force entre ces puissances, les pays roumains se trouvaient pris dans un nouveau déséquilibre auquel ils avaient parfois contribué et dans le nouveau cycle de conflits. Cette situation de semi-indépendance internationale se répercutait dans la gestion de l'image que des élites dirigeantes à faible légitimité démocratique donnaient à la population du régime qu'elle subissait la plupart du temps. Très tôt, les chefs eurent besoin de se réclamer d'un passé glorieux et de survaloriser l'histoire pour trouver une justification à leur régime.

À la suite de cette publication, des propositions pour des interventions beaucoup plus diversifiées me sont parvenues. J'ai ainsi participé à un volume pluridisciplinaire sur la transition roumaine¹⁰⁶, à une rétrospective sur le fondateur de la linguistique finno-ougrienne et le regard qu'il portait sur la politique française en Hongrie après Trianon, ainsi que sur la droite radicale – étant lui-même de gauche modérée – en Hongrie jusqu'à son départ au moment de son arrivée au pouvoir avec Gyula Gömbös à la fin de 1932¹⁰⁷, ainsi qu'une intervention portant « [u]n regard historique sur le film *4 mois, 3 semaines et 2 jours* » de Cristian Mungiu¹⁰⁸.

B/ Coordination de jeunes chercheurs en construction européenne

Entre 2002 et 2008, Élisabeth du Réau m'a confié à Paris III la responsabilité de l'équipe « Jeunes chercheurs » de l'École Doctorale « Espace Européen Contemporain ». J'y ai encadré plusieurs doctorants et jeunes docteurs, et co-organisé avec Élisabeth du Réau et Christine Manigand cinq rencontres entre 2003 et 2008 à Paris III, puis à Sciences Po (séminaire conjoint d'Élisabeth du Réau et de Christine Manigand sur l'*Histoire de l'Europe*,

¹⁰⁶ « La Roumanie, une perspective historique », dans Nadji Rahmania (dir.), *La Roumanie dans l'Europe : intégration ou transition prolongée ?*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers lillois*, 2010, pp11-58.

¹⁰⁷ « Aurélien Sauvageot à la découverte de la Hongrie des années 1923-1933 », L'Harmattan, *Études finno-ougriennes*, tome 41, 2009, pp45-56.

¹⁰⁸ *Ville et Cinéma roumain*, organisé par Ioana Mercey les vendredi 9 et samedi 10 avril 2010 à la Cité de l'architecture et du patrimoine, Auditorium du palais de Chaillot.

identités nationales et dynamiques européennes). Je me suis donc tenu informé de la politique étrangère européenne, notamment de l'état de l'opinion ou des électors centre-européens lors des deux dernières vagues d'adhésions¹⁰⁹, de la crise que la guerre en Irak a provoquée entre certains des membres de – et des candidats à – l'Union européenne¹¹⁰, enfin de la Politique européenne de voisinage¹¹¹.

Mon approche de ces questions est intégrée à ma réflexion d'ensemble sur la tripartition de l'Europe et ses conséquences géopolitiques. Le premier élargissement met l'UE en contact, à l'est, avec la Russie – notamment avec l'enclave délicate de Kaliningrad –, avec la Biélorussie au régime autoritaire, avec l'Ukraine pleine d'attentes envers la Pologne et, au sud-est, avec l'ex-Yougoslavie. Mais la configuration reste malgré tout limitée à la « deuxième Europe » dans la vision de Szücs et « compacte » d'un point de vue géostratégique, sans point névralgique sur les arrières à l'exception de Kaliningrad, donc avec un aspect de glaciais à organiser. C'est le second élargissement qui rend les positions géostratégiques de l'UE plus hasardeuses : reporter la frontière de l'isthme Baltique-Adriatique vers l'isthme Baltique-Mer Noire, plus ample et exposant l'UE à un contact accru avec la CEI – notamment en Moldavie – et avec les Balkans occidentales – ex-Yougoslavie et Albanie –, c'est occuper l'Union européenne à la stabilisation d'une zone pauvre, troublée et

¹⁰⁹ « Conclusions : une mise en perspective historique », table ronde du groupe « jeunes chercheurs » de l'ED EEC de Paris III, tenue à Prague les 3 et 4 avril 2003 avec le concours du CEFRES, dans Christine Manigand, Traian Sandu et Julien Thorel, *L'Union à 25 au miroir des opinions d'Europe centrale et orientale*, n° spécial de *Dialogues européens*, n°5, automne 2003, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 132pp ; « La révision de la Constitution roumaine d'octobre 2003 : une réforme eurocompatible obtenue selon des méthodes "balkaniques" », dans *Identités nationales, identité européenne, visibilité internationale*, Actes du colloque organisé les 5 et 6 décembre 2003 par le Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises de Paris III et l'École Doctorale de Littérature comparée de Paris IV, Paris, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2004, 276pp, pp197-204 ; « Transition institutionnelle, stagnation politique : la révision en 2003 de la Constitution roumaine », dans *Analele Universității București*, 2005, pp3-14.

¹¹⁰ « Introduction : L'Union Européenne condamnée à la puissance ? », dans Sandu, (dir.), *Identités nationales, ... op. cit.*, pp9-30 ; « Les PECO au cœur du schisme occidental : trouble identitaire et écartèlement géostratégique lors de la deuxième guerre d'Irak », *ibid.*, pp205-222 ; avec Christine Manigand, « Introduction : la géopolitique des frontières européennes : les habits neufs du débat approfondissement-élargissement », introduction générale de la table-ronde « jeunes chercheurs » *Frontières et sécurité de l'Europe. Territoires, identités et espace européens*, table ronde tenue le 3 octobre 2006 à Sciences-Po, L'Harmattan, coll. *Aujourd'hui l'Europe*, 2008, pp5-17.

¹¹¹ « L'ambiguïté de la politique européenne des "nouveaux voisins" : agir sans s'élargir, projeter sans étaler », dans Élisabeth du Réau, Christine Manigand, Traian Sandu, *Dynamiques et résistances politiques dans le nouvel espace européen*, journée d'études du 25 juin, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2005, pp189-202 ; « La Politique européenne de voisinage à l'est : définition d'une périphérie impériale, d'une zone-tampon ou d'une pré-adhésion ? », dans *La PESC/PESD, Dialogues européens* n°6 et 7, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 2005, pp13-23 ; « Géostratégie du deuxième élargissement à l'est : nouveaux membres, nouveaux voisins », actes du colloque franco-hongrois tenu à Paris le 22 septembre 2005 dans le cadre du programme Balaton, parus dans *Öt Kontinens*, revue de l'Université Eötvös Lorand de Budapest, 2006, p.65-88 ; « L'Union européenne et la République Moldave : la difficile gestion de la PEV », dans *Frontières et sécurité de l'Europe, ... op. cit.*, pp179-190.

stratégiquement peu intéressante à l'échelle globale ; c'est aussi l'établissement d'un contact avec la Turquie, avec ses attentes et ses frustrations éventuelles.

Cette relative circonspection à l'égard des élargissements s'accompagne de l'analyse afférente en matière de définition de la politique de voisinage. Elle témoigne d'une certaine ambiguïté du statut : les exigences de la politique de voisinage se situent entre les critères d'adhésion de Copenhague – démocratie politique, libéralisme économique et de reprise de l'acquis législatif communautaire – et la Politique extérieure et de sécurité commune, dont les exigences sont bien moindres puisqu'elle prétend avoir un rayon d'action mondial, donc a priori être capable de discuter avec n'importe quel type de régime. De cette ambiguïté initiale de la politique de voisinage découlent d'autres hésitations, notamment sur l'instance en charge de la mener – savoir si ce sera la Commission, organe supranational et enclin à rapprocher les principes de la PEV des critères d'adhésion, ou bien le Conseil européen, rassemblant les représentants des États membres, plus soucieux des équilibres stratégiques concrets, intégrant davantage la PEV à la PESC. La deuxième marque, qui découle de cette instabilité, est la fragilité de la PEV et la tendance qu'ont les divers acteurs – divers membres de l'UE elle-même, États-Unis ou la Russie – à la détourner dans le sens de leurs intérêts. Ces tendances sont significatives à la fois de l'importance et de la faiblesse de la PEV : de son importance, puisque définir des voisins revient à définir ses propres frontières, donc arrêter l'élargissement et se consacrer enfin à la précision des mécanismes de prise de décision et à une détermination de ses intérêts stratégiques à l'extérieur. D'une certaine manière, aussi bien le traité constitutionnel que la politique extérieure commune sont condition d'une PEV réussie. De sa faiblesse, puisque les pressions subies vont clairement dans le sens d'une poursuite de la dynamique de l'élargissement, donc de la négation de la PEV.

Ainsi, ma réflexion critique sur la qualité des alliances est-européennes de la France, sur les différences de pénétration du fascisme dans l'espace européen, sur la tripartition continentale dans l'optique de Szücs et sur les politiques d'élargissement et de voisinage à l'est, présentent une certaine cohérence et une convergence de conclusions.

C/ Un enseignement en prise avec la recherche

Après ma période d'assistant moniteur normalien à Strasbourg III, j'ai effectué trois années d'Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à Paris IV puis, après un passage dans le secondaire, huit années de professeur agrégé (PRAG) à Paris III. Mes charges

d'enseignement y ont combiné ancrage régional centre-européen et relations internationales, dans tous les cycles, jusqu'aux séminaires de doctorat.

J'ai effectué des travaux dirigés en premier cycle d'histoire politique et sociale de l'Europe, XIX^e - XX^e siècles : *l'Europe et ses nations au XIX^e siècle, 1815-1914* (Paris III, 2008-2010), *l'Europe et ses nations entre les deux guerres mondiales (1918-1939)* (Paris III, 2009-2010), *la France sous la Révolution et sous l'Empire* (Paris IV, 1996-1999), *Initiation à l'histoire de l'Europe au XIX^e siècle, sous ses aspects démographiques, économiques, sociaux et politiques* (Paris IV, 1996-1999).

En histoire de l'Europe centrale et de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles, j'ai effectué des travaux dirigés de licence 3 – *Le Deuxième Empire allemand de 1871 à 1914* (Paris IV, 1996-1997), *La Monarchie des Habsbourg en Europe de 1848 à 1918* (Paris IV, 1997-1999) – et de DEUG/ Licence 1 et 2 – *Initiation à la civilisation du XX^e siècle hongrois* (Paris III, LEA, 2002-2004), *La Hongrie après 1989* (Paris III, LEA, 2003-2005), *Initiation à la civilisation hongroise* (Paris III, ILPGA, depuis 2006), *Initiation à la civilisation finlandaise* (Paris III, ILPGA, depuis 2006). L'intégration entre ces programmes et mes recherches sur l'espace centre-européen est patente, notamment pour les cours relevant de l'espace entre Allemagne et Russie et qui me permettent d'initier les étudiants dès le premier cycle aux théories de la tripartition de l'Europe de Szücs et d'y insérer l'étude détaillée de l'histoire monographique d'un pays cde l'Europe intermédiaire.

En histoire de la construction européenne, j'ai effectué des cours magistraux de master 1 sur les *Grands problèmes de l'Europe contemporaine* (Paris III, 2008), de DEA/ master 2 sur *La politique européenne d'élargissement aux pays d'Europe centre-orientale* (Paris III, 2005), *La transition « eurocompatible » des pays d'Europe centre-orientale en vue de l'adhésion à l'Union Européenne* (Paris III, 2003 et 2004). Je suis aussi intervenu ponctuellement dans des séminaires de maîtrise sur la *Géopolitique des élargissements de l'UE et politique des nouveaux voisins* (séminaire 4 dirigé par Jean-Marc Delaunay, « diplomatie et coopération de l'UE », Paris III, 2004) à partir de deux de mes articles sur le sujet, et *Les politiques culturelles de la Roumanie et de la Hongrie après 1989* (séminaire 9 dirigé par Svetla Moussakova, « politiques culturelles nationales et européennes », Paris III, 2003). Plus anciennement, mes préoccupations sur la modernisation économique des pays

d'Europe centrale en tant qu'alliés utiles et fiables de la France m'avaient amené à assurer deux séances dans les séminaires de Catherine Durandin à l'INALCO sur *L'industrialisation des pays centre-européens entre les deux guerres* en 2000, et de François Caron à Paris IV sur *Le décollage économique dans les pays d'Europe centrale, 1919-1940* en 1997.

J'ai également participé aux enseignements à l'étranger de Paris III au niveau maîtrise/master 1 et 2, avec des cours intitulés *La France dans l'Union Européenne, poids ou pesanteur ?* (Université Charles de Prague, 2009 et Université Corvinus de Budapest, 2010), *La transition dans les pays d'Europe centre-orientale* (Université Corvinus de Budapest, 2004-2005), *Position géostratégique et choix diplomatiques des pays d'Europe centre-orientale candidats à l'adhésion à l'UE* (Université Charles de Prague, 2004), *Les Pays d'Europe centre-orientale face à l'élargissement de l'Union Européenne* (Université Charles de Prague, 2003). Ces séminaires, tenus devant des publics d'étudiants d'Europe centrale, multipliaient les angles de vue – de la France ou des anciens membres vers l'Europe centrale et les nouveaux membres, inversement avec la France ou l'élargissement européen pour objet.

Au niveau doctoral, j'ai assuré dix séances dans des séminaires entre 1997 et 2010, neuf fois comme intervenant et une fois comme discutant.

L'Europe centre-orientale vingt après 1989 (Paris III, 2010, séminaire de Frédéric Bozo et d'Alain Laquièze, « Questions européennes et internationales ») représentait un bilan global de la transition et, pour moi, une remise à jour de mes données grâce à des lectures, notamment de l'*Eurobaromètre* de février 2009 sur l'opinion comparée des anciens et des nouveaux membres à l'égard des derniers élargissements¹¹².

En 2010, je suis intervenu comme discutant à l'exposé du professeur Oliver Schmitt de l'université de Vienne : « Le Mouvement légionnaire roumain » (séminaire « Territoires et identités en Europe centrale », séminaire Paris I-EHESS d'Antoine Marès et Marie-Élisabet Ducreux), au cours duquel nous avons notamment débattu de la fiabilité des données chiffrées du grand tableau que j'avais découvert aux Archives nationales historiques centrales de Bucarest et dont j'avais publié des éléments en 2006.

L'Historiographie de l'Europe centrale dans les relations internationales entre les deux guerres (Paris I-EHESS, 2007), co-intervenant avec Isabelle Davion et Frédéric

¹¹² “Views on European Union enlargement”, http://ec.europa.eu/public_opinion/enlargement_fr.htm

Dessberg, séance autour de laquelle nous sommes tombés d'accord sur la validité de mes conclusions initiales concernant le manque de solidité du système d'alliances centre-européen de la France durant l'entre-deux-guerres.

La Garde de fer dans l'histoire des fascismes centre-européens (Paris I, 2006), co-présentation avec Catherine Horel et Fritz Taubert des résultats de notre colloque tenu l'année précédente sur *La Périphérie du fascisme*.

La notion de sécurité collective en Europe centrale entre les deux guerres (Paris III, séminaire d'Élisabeth du Réau, 2005), une reprise de mes conclusions doctorales étendue et adaptée à l'ensemble de l'Europe centrale.

La position géostratégique de la Roumanie en Europe après septembre 2001 (Paris III, séminaire d'Élisabeth du Réau, 2005), une séance assurée à partir de mes articles sur la géopolitique de l'Europe centrale après 1989.

Les élites politiques hongroises : un siècle d'alignements européens (Paris III-CIEH, 2002), la séance qui inaugura ma réception au sein du Centre interuniversitaire d'Études hongroises, tenue devant les chercheurs du centre et des collègues spécialistes de la Hongrie et de la région.

La Roumanie et l'intégration dans l'Union Européenne (Paris III, séminaire d'Élisabeth du Réau, 2002), une séance qui m'introduisit aux jeunes chercheurs

Le contexte et l'élaboration du traité franco-roumain de 1926 (Paris IV, séminaire doctoral de Jean-Paul Bled, 1999), une séance faisant suite à la soutenance de ma thèse en décembre 1998 et qui me permettait d'en exposer les thèses auprès des jeunes chercheurs sur l'espace germanique et centre-européen.

Les Relations de sécurité entre la France et l'Europe centre-orientale, 1925-1933, (Paris IV, École doctorale des mondes contemporains, 1997), une séance devant l'École doctorale au complet, présentant mes axes de recherche doctoraux et qui m'a permis d'en clarifier les contours au contact de spécialistes et de non-spécialistes durant deux heures de travail intensif.

**Conclusion : des projets de recherche couvrant l'ensemble du XXe siècle,
au croisement des relations internationales et des totalitarismes**

Ma formation doctorale, puis postdoctorale m'incite à combiner histoire politique et sociale traditionnelle et approches théoriques modernes de l'idéologie fasciste et communiste couvrant le XX^e siècle. Je continuerai à articuler les relations internationales et l'étude des totalitarismes, étendues à la guerre froide et au totalitarisme communiste, puisque après le livre sur le fascisme roumain qui doit apparaître l'année prochaine aux éditions Perrin, j'ai aussi signé, chez le même éditeur, pour livrer une biographie de Ceaușescu en 2013. Après cette parution, je me consacrerai pleinement à l'étude de l'après-1989 dans les mêmes domaines des formations politiques et des relations internationales, notamment de l'intégration européenne.

Voici quels sont mes axes de recherche tels que présentés dans le projet de recherche de mon centre :

AXE I : RADICALITÉS, TOLÉRANCE, ÉCHANGES :
EUROPE INTERMÉDIAIRE AU XX^e SIÈCLE

Ce premier axe se décline en 3 programmes :

Programme I.1 : Spécification d'un fascisme est-européen : transfert vers une périphérie ou dynamique autochtone ?

Programme I.2 : Relations internationales est-ouest.

Programme I.3 : L'Europe centrale entre dynamiques occidentales, réalités locales et mondialisation après 1989.

Programme I.1

Spécification d'un fascisme est-européen : dynamique autochtone euro-synchrone dans un contexte retardé (dominante histoire, sciences politiques)

Le « nouveau consensus » dégagé depuis une vingtaine d'années les grands traits d'un « fascisme générique » commun à tous les radicalismes nationalistes autour de leur quadruple dimension de syncrétisme idéologique et social droite-gauche et interclasse, d'exacerbation de

la religiosité politique, de révolution globale moderniste et de promesse de régénération nationale. L'affichage d'une foi religieuse et d'une fidélité monarchique de la part de chefs charismatiques comme Codreanu en Roumanie ou Szálasi en Hongrie ou Pavelić en Croatie ne doit pas nous tromper : elles ressemblent souvent à des pétitions certes sincères, mais insatisfaites par l'Église et la royauté telles qu'elles interprètent l'identité nationale renouvelée par les bouleversements de la Première Guerre mondiale. Ces analyses ont trouvé un large écho parmi les jeunes historiens roumains, pionniers dans un espace centre-européen riche en mouvements de droite radicaux. La Hongrie et la Croatie laissent davantage à désirer sous cet aspect. Ce faisant, les analyses des tenants du *new consensus* s'enrichiront tout en se nuanciant, puisqu'elles devront se confronter à des situations de mise en échec du fascisme par les conservatismes autoritaires, à de très résistibles ascensions donc dans le contexte de sociétés encore retardées d'Europe centre-orientale, malgré la modernité et le dynamisme de jeunes élites euro-synchrones.

Programme I.2

Relations internationales est-ouest

La problématique générale est structurée par la question de la sécurité, mais aussi par sa dimension socioculturelle des illusions générées dans la première moitié du XX^e siècle au sein des opinions publiques centre européennes et occidentales quant au lien de sécurité entre puissance occidentale (France, Allemagne, puis États-Unis) et espace intermédiaire face à l'adversaire potentiel (Empire ottoman, Russie/Union Soviétique). Si les puissances occidentales ont eu le projet d'intégrer les pays d'Europe médiane à des dispositifs de sécurité continentaux, quel en a été l'« habillage » idéologique et les arrière-pensées stratégiques ? En somme, comment les deux espaces purent-ils concilier l'hétérogénéité de leurs préoccupations géostratégiques sans compromettre leurs relations diplomatico-militaires ?

Durant la guerre froide, il y a mélange de deux ingrédients indispensables, mais dosés dans des proportions variables selon les pays du bloc, adaptées aux circonstances internationales : le socialisme, reconduit après 1953 avec des visages différents – de la première libéralisation hongroise et de la révolte est-allemande en 1953 à la déstalinisation en trompe-l'œil de la Roumanie ; le nationalisme, qui servit à la fois auprès de la population comme légitimation politique de la libéralisation ou, à l'inverse, au manque de déstalinisation, et auprès des autres acteurs internationaux comme gage de présentabilité centrifuge par

rapport au centre moscovite. Évidemment, les acteurs occidentaux ont parfois voulu y voir autre chose et, au-delà même des cartes atypiques à jouer au sein du bloc oriental, ils ont intégré les différents cas à des systèmes interprétatifs qui leur étaient propres.

Programme 1.3

L'Europe centrale entre dynamiques occidentales, réalités locales et mondialisation après 1989

Les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) avaient espéré, jusqu'à l'après-11 septembre, articuler harmonieusement leurs intégrations *euratlantiques*, selon un néologisme ayant fleuri sur les décombres de l'empire soviétique et de la fédération yougoslave. La division idyllique entre l'adhésion à une Europe démocratique faite de régions prospères et l'intégration d'une OTAN comme bloc solidaire face à un retour de la Russie et aux menaces de l'arc méridional des crises n'a pas survécu à la tendance des États-Unis à configurer seuls la sécurité mondiale à leur profit et au réveil des aspirations de puissance globale de l'Union Européenne. Or les PECO se trouvent à la charnière identitaire et géostratégique de l'Europe, des États-Unis et de la Russie. Avec l'ardeur d'« occidentaux » néophytes, ils se sont propulsés sur l'avant-scène des tensions internationales entre grandes puissances dont ils étaient à la fois un enjeu, un tampon et un prétexte. Les PECO ont en tout cas laissé de nouveau l'impression d'un espace de l'entre-deux, tiraillé entre des puissances et des identités contraires, une zone de combat diplomatique encore mal ancrée dans un des deux ensembles. Dans l'impossibilité d'évacuer leur identité européenne, ils ne peuvent pas non plus cacher leur marginalité géostratégique qui les expose à toutes les tempêtes et leur interdit l'accès apaisé à une « Post-American Europe »¹¹³. La participation à la dimension historique des travaux de l'ICEE sur ces problématiques permettra de cerner l'intégration géopolitique malaisée des PECO au sein de familles occidentales –UE et OTAN – en voie de recomposition.

En conclusion, ma spécialité franco-roumaine initiale m'a naturellement ouvert à des centres d'intérêt multiples sur le plan disciplinaire – histoire des relations internationales, histoire des idées politiques, histoire de la socialisation politique, histoire de la culture politique – et à des aires européennes emboîtées, de la Roumanie à l'Europe en passant par

¹¹³ Jeremy Shapiro & Nick Whitney, "Towards a Post-American Europe: a power audit of EU-US Relations", European Council on Foreign Relations, http://ecfr.3cdn.net/05b80f1a80154dfc64_x1m6bgxc2.pdf

l'Europe centrale, les espaces germaniques. Enseignement, recherche et gestion scientifique de mon centre se sont épaulés pour élargir spatialement, chronologiquement et thématiquement mes centres d'intérêts initiaux de la politique française en Europe centrale.